



Distr. générale  
7 octobre 2019



**Programme  
des Nations Unies  
pour l'environnement**

Français  
Original : anglais

**Conférence des Parties à la Convention  
de Minamata sur le mercure  
Troisième réunion**

Genève, 25 – 29 novembre 2019

Point 5 h) de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions soumises à la Conférence des Parties  
pour examen ou décision : évaluation de l'efficacité**

**Rapport du groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation  
de l'efficacité : projet de cadre d'évaluation de l'efficacité de  
la Convention de Minamata sur le mercure**

**Note du secrétariat**

1. La présente note porte sur les résultats des travaux du groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation de l'efficacité en application des décisions MC-1/9 et MC-2/10 relatives aux dispositions à mettre en place pour fournir à la Conférence des Parties les informations nécessaires pour procéder à une évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata sur le mercure.
2. La note comporte deux annexes. La première annexe présente un projet de décision à soumettre pour examen par la Conférence des Parties à sa troisième réunion. La seconde annexe contient le rapport du groupe spécial d'experts techniques, qui présente le cadre proposé pour l'évaluation de l'efficacité. Le rapport contient à son tour quatre appendices. Le texte de l'appendice I figure dans le document UNEP/MC/COP.3/14/Add.1. En outre, le rapport du groupe spécial d'experts techniques est complété par des informations complémentaires figurant dans le document UNEP/MC/COP.3/INF/15.

---

\* UNEP/MC/COP.3/1.

## Annexe I

### Projet de décision MC-3[--] : Dispositions relatives à la première évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata sur le mercure

*La Conférence des Parties,*

*Accueillant* avec satisfaction le rapport<sup>1</sup> sur le projet de cadre d'évaluation de l'efficacité et les arrangements en matière de surveillance au titre de la Convention de Minamata, ainsi que les informations complémentaires présentées par le groupe spécial d'experts techniques sur la base des mandats définis dans les décisions MC-1/9 et MC-2/10<sup>2</sup>,

*Saluant* les activités de surveillance déjà en place et les efforts déployés par les Parties et autres intéressés pour appuyer la mise à disposition de données de surveillance sur le mercure et leur disponibilité à l'avenir,

*Notant* les capacités de modélisation disponibles pour l'évaluation de l'efficacité,

1. *Adopte* le projet de cadre d'évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata, notamment sa méthodologie, ses indicateurs, ses rapports, son calendrier et son calendrier<sup>3</sup> ;
2. *Adopte* le mandat du comité qui sera créé pour réaliser l'évaluation de l'efficacité<sup>4</sup> ;
3. *Décide* de créer le comité d'évaluation de l'efficacité à sa quatrième réunion ;
4. *Décide* des arrangements mondiaux en matière de surveillance<sup>5</sup> et crée un groupe de surveillance chargé, conformément à son mandat, d'établir un rapport de surveillance à l'échelle mondiale à l'intention du comité d'évaluation de l'efficacité, ainsi que des directives et des recommandations concernant les procédures opérationnelles standard pour les activités de surveillance, qu'elle examinera à sa quatrième réunion, afin de permettre au comité de se réunir en amont de sa cinquième réunion pour terminer la première évaluation de la Convention de Minamata ;
5. *Prie* le secrétariat d'appuyer les travaux d'évaluation de l'efficacité et de continuer à recueillir des informations pertinentes pour l'évaluation de l'efficacité, notamment pour l'élaboration des rapports requis ;
6. *Engage* les Parties à participer activement à la mise en œuvre du cadre d'évaluation de l'efficacité, en particulier :
  - a) À continuer à surveiller le mercure et à partager les données correspondantes par l'intermédiaire du groupe de surveillance créé conformément au paragraphe 4 ;
  - b) À collaborer à l'élaboration et à l'amélioration des outils de modélisation, selon que de besoin, et à effectuer une surveillance géographiquement représentative du mercure dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables ;
  - c) À utiliser les outils identifiés par le groupe spécial d'experts techniques pour favoriser l'harmonisation des données, tels que les procédures opérationnelles standard, les méthodologies et les techniques ;
  - d) À concourir à la poursuite de l'élaboration et à la mise en œuvre à long terme des arrangements mondiaux en matière de surveillance dans la mesure du possible.

<sup>1</sup> UNEP/MC/COP.3/14.

<sup>2</sup> UNEP/MC/COP.3/INF/15.

<sup>3</sup> UNEP/MC/COP.3/14, annexe II, sections II et III.

<sup>4</sup> UNEP/MC/COP.3/14, annexe II, appendice II.

<sup>5</sup> UNEP/MC/COP.3/14, annexe II, appendice III.

## Annexe II

### Rapport du groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation de l'efficacité : projet de cadre d'évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata sur le mercure

#### Résumé analytique

1. Le présent rapport propose un cadre d'évaluation de l'efficacité et des arrangements mondiaux en matière de surveillance au titre de la Convention de Minamata sur le mercure. Il a été élaboré par le groupe spécial d'experts techniques sur la base des mandats énoncés dans les décisions MC-1/9 et MC-2/10, des informations contenues dans les communications des Parties et des parties prenantes, et d'autres informations. Il représente l'aboutissement de consultations et d'un examen effectués par les experts, y compris deux réunions du groupe spécial, en 2018 et 2019, respectivement, avec un suivi rédactionnel et des examens par les Parties, les experts et d'autres observateurs jusqu'en septembre 2019.

2. S'appuyant sur l'identification des éléments du cadre d'évaluation de l'efficacité et l'examen des activités de surveillance figurant dans le premier rapport du groupe spécial, qui a été soumis à la Conférence des Parties à sa deuxième réunion, le rapport propose un cadre qui définit les arrangements, les flux des informations et d'analyses, et les rapports sur lesquels le comité d'évaluation de l'efficacité fondera ses conclusions sur l'efficacité de la Convention.

#### Cadre d'évaluation de l'efficacité

3. Le cadre d'évaluation de l'efficacité repose sur quatre questions de politique générale qui permettront à la Conférence des Parties d'examiner dans quelle mesure les mesures existantes au titre de la Convention permettront d'atteindre l'objectif de protection de la santé humaine et de l'environnement contre les émissions et les rejets anthropiques de mercure et de composés du mercure. Les questions de politique générale sont les suivantes :

- a) Les Parties ont-elles pris des mesures pour la mise en œuvre de la Convention de Minamata ?
  - b) Les mesures prises ont-elles entraîné des changements dans l'approvisionnement, l'utilisation, les émissions et les rejets de mercure dans l'environnement ?
  - c) Ces changements ont-ils entraîné des modifications dans les concentrations de mercure dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables pouvant être attribués à la Convention de Minamata ?
  - d) Dans quelle mesure les mesures existantes au titre de la Convention de Minamata répondent-elles à l'objectif de protection de la santé humaine et de l'environnement contre le mercure ?
4. Le cadre s'appuie sur l'évaluation de données factuelles afin d'examiner le lien de causalité entre les mesures de mise en œuvre de la Convention et les changements correspondants dans l'approvisionnement, l'utilisation, les émissions et les rejets de mercure, les changements consécutifs dans les concentrations de mercure et les tendances de ces concentrations dans l'environnement mondial, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables. Des ensembles d'indicateurs de processus, de résultat et de surveillance sont proposés pour éclairer les questions de politique générale. Les indicateurs proposés s'inspirent des travaux antérieurs portant sur les éléments du cadre d'évaluation de l'efficacité et d'un examen des capacités et des moyens de surveillance.
5. Il est toutefois probable que la surveillance révélera une quantité accrue de mercure (par exemple, dans l'atmosphère) en raison de facteurs qui ne relèvent pas du champ d'application de la Convention. Il s'agit notamment du mercure ancien, du mercure naturel et issu des effets des changements climatiques, comme la libération accrue du mercure stocké dans la glace de mer en fusion, les nappes glaciaires et le pergélisol, et l'augmentation de l'évaporation du mercure contenu dans les océans dont l'eau se réchauffe. Par conséquent, il est peu probable que soit établi dans un proche avenir un lien sans équivoque entre les concentrations de mercure observées dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables, et les mesures prises au titre de la Convention.

6. Plusieurs des indicateurs mis au point à l'issue d'un examen article par article ont été regroupés pour permettre une analyse synthétique en vue d'en dresser un tableau intégré. Toutefois, les indicateurs des articles considérés comme essentiels ou importants à plusieurs égards pour l'ensemble des dispositions, comme les articles 1 et 16, n'ont pas été regroupés. Les groupes sont les suivants :

- a) Groupe Approvisionnement (B) : approvisionnement, stockage et déchets (art. 3, 10 et 11) ;
- b) Groupe Demande (C) : produits, procédés et extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or (art. 4, 5 et 7) ;
- c) Groupe Pressions (D) : émissions, rejets et sites contaminés (art. 8, 9 et 12) ;
- d) Groupe Appui (E) : aide financière et assistance technique (art. 13 et 14) ;
- e) Groupe Information et recherche (H) : échange d'informations, information du public et recherche (art. 17, 18 et 19).

7. Le paragraphe 3 de l'article 22 précise que l'évaluation devrait être effectuée à partir des informations scientifiques, environnementales, techniques, financières et économiques disponibles. Le cadre prévoit la production de cinq à six rapports sur la base de telles informations :

- a) Le rapport de synthèse au titre de l'article 21, fondé sur les informations communiquées par les Parties en application de l'article 21 sur l'établissement de rapports ;
- b) Le rapport sur les émissions et les rejets s'inspirant du rapport *Évaluation mondiale du mercure 2018*<sup>6</sup> ;
- c) Le rapport sur le commerce, l'approvisionnement et la demande, s'inspirant du rapport de 2017 intitulé *Global Mercury Supply, Trade and Demand*<sup>7</sup> ;
- d) Le rapport sur les déchets, s'appuyant sur le rapport de 2018 *Évaluation mondiale des déchets de mercure : Examen des mesures actuellement mises en œuvre au niveau national*<sup>8,9</sup> ;
- e) Le rapport de surveillance, présentant l'état des concentrations mondiales de mercure dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables, ainsi que l'évolution dans le temps.

8. Lorsque des outils et des modèles d'attribution robustes et fiables sont disponibles, le sixième rapport, à savoir le rapport d'attribution, peut être produit pour que le comité d'évaluation de l'efficacité puisse l'examiner lors de la formulation de ses conclusions pour la Conférence des Parties. Un sous-groupe de modélisation devra peut-être être créé à cet égard.

9. Le cadre prévoit un flux des informations et d'analyses qui commence par l'identification, la compilation et la synthèse des informations (niveaux 1 à 3), suivies de l'attribution (niveau 4) lorsque des modèles robustes et fiables sont disponibles. Ensuite, le comité d'évaluation de l'efficacité intègre les informations (niveau 5) pour formuler ses conclusions pour examen par la Conférence des Parties (niveau 6).

10. Le cadre identifie les rôles joués par diverses entités dans le processus d'évaluation de l'efficacité. Il prévoit également différentes fonctions scientifiques et techniques : surveillance et synthèse (niveau 3), attribution (niveau 4) et intégration (niveau 5). Pour les rapports de synthèse, le cadre prévoit un rôle pour le secrétariat avec/par le biais d'une collaboration avec des partenaires.

11. Pour son rapport à la Conférence des Parties, le comité d'évaluation de l'efficacité prendra en compte tous les rapports produits lors de l'examen des questions de politique générale indiquées ci-dessus et appliquera une approche intégrée pour préparer ses conclusions sur l'efficacité de la Convention. La Conférence des Parties s'appuiera sur les conclusions du comité d'évaluation de

<sup>6</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2018. *Global Mercury Assessment 2018*. <https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/27579> (en anglais).

<sup>7</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2017. *Global Mercury Supply, Trade and Demand*. <https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/21725> (en anglais).

<sup>8</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2018. *Évaluation mondiale des déchets de mercure : Examen des mesures actuellement mises en œuvre au niveau national*. [https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/22766/Global\\_mercury\\_waste\\_assessment\\_FR.pdf?sequence=4&isAllowed=y](https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/22766/Global_mercury_waste_assessment_FR.pdf?sequence=4&isAllowed=y).

<sup>9</sup> Les parties grisées du présent rapport signalent des divergences de vues entre observateurs concernant l'inclusion de ces parties du texte.

l'efficacité lors de la formulation de ses conclusions et recommandations sur l'efficacité de la Convention.

12. Le groupe spécial d'experts techniques soumet le cadre pour examen et adoption par la Conférence des Parties à sa troisième réunion conformément à un calendrier défini pour le premier cycle de l'évaluation de l'efficacité selon lequel la Conférence des Parties crée le comité d'évaluation de l'efficacité à sa quatrième réunion et examine les conclusions de ce comité à sa cinquième réunion.

### **Arrangements mondiaux en matière de surveillance (appendice III)**

13. Le rapport traite de la tâche assignée dans les décisions MC-1/9 et MC-2/10 en ce qui concerne les arrangements mondiaux en matière de surveillance, par l'examen des données de surveillance disponibles, l'identification des lacunes, l'examen des capacités de modélisation et la définition des arrangements mondiaux en matière de surveillance.

14. Lors de l'examen des informations et des données de surveillance, le groupe spécial a étudié les matrices mentionnées dans la décision MC-2/10, à savoir l'air, l'eau, le biote et la population humaine. Le groupe a conclu que les données sur les concentrations de mercure dans l'air, les milieux biotiques et la population humaine étaient disponibles ou pouvaient être obtenues et pourraient être comparables à l'échelle mondiale.

15. Les données sur les concentrations de mercure et de composés du mercure dans l'eau sont recueillies dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'eau dans plusieurs de pays. Ces données peuvent s'avérer utiles pour le suivi du mercure résultant d'activités locales qui rejettent du mercure, mais elles n'indiqueront pas les tendances globales à l'échelle mondiale. Les concentrations de mercure dans l'eau de mer pourraient être comparables à l'échelle mondiale et être recueillies par les réseaux existants et les programmes de recherche spéciaux, mais à l'heure actuelle, ces travaux sont réalisés dans le cadre d'activités fondées sur la recherche plutôt que de programmes de surveillance spécifiques à long terme.

16. Les capacités de modélisation mondiales ont été examinées afin de mieux comprendre la disponibilité des outils à utiliser dans l'évaluation de l'efficacité ; les modèles complètent les données de surveillance par des estimations fondées sur la compréhension scientifique des mécanismes qui influent sur le comportement du mercure. La capacité et le stade de développement des modèles pour différents milieux (air, population humaine, eau, sol, biote) sont variables. Les modèles atmosphériques ont fait l'objet d'évaluations approfondies et peuvent être utilisés pour évaluer les gradients spatiaux des concentrations et des dépôts de mercure atmosphérique, ainsi que les changements temporels. En revanche, les modèles pour d'autres milieux ont tendance à être utilisés uniquement dans des applications de recherche. Les modèles intégrés qui fonctionnent dans tous les milieux, s'appuyant sur l'expertise couvrant les sciences naturelles, les sciences sociales et l'ingénierie, connaissent un développement rapide dans la communauté scientifique et universitaire et devraient être disponibles d'ici 2023 pour des analyses pertinentes à l'élaboration de politiques.

17. Lors de l'examen des arrangements en matière de surveillance, les éléments clefs suivants ont été identifiés :

- a) Des données sur le mercure et leur disponibilité provenant de programmes de surveillance de la santé humaine et de l'environnement qui atteignent une couverture mondiale et contiennent au moins des données de base représentatives de toutes les régions ;
- b) Des outils favorisant l'harmonisation des données, comme les procédures opérationnelles standard et un document d'orientation sur la surveillance ;
- c) Une expertise pour la collecte et la consolidation d'informations harmonisées qui assurent la comparabilité et la cohérence des données en matière de surveillance sur le long terme ;
- d) Des capacités de modélisation ;
- e) Un rapport périodique de surveillance à l'échelle mondiale des concentrations de mercure et les tendances ;

18. Les tâches décrites ci-dessus seront réalisées par un groupe de surveillance, qui produira le rapport mondial périodique sur la surveillance.

## I. Introduction

19. À ses première et deuxième réunions, la Conférence des Parties a chargé un groupe spécial d'experts techniques d'examiner les dispositions à mettre en place pour lui fournir les informations requises afin de procéder à une évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata sur le mercure<sup>10</sup>. L'article 22 de la Convention de Minamata sur le mercure prévoit que l'efficacité de la Convention doit être évaluée à intervalles réguliers, la première évaluation étant censée intervenir dans les six ans suivant l'entrée en vigueur de la Convention<sup>11</sup>. Il indique que, à sa première réunion, la Conférence des Parties mettra en place des dispositions pour obtenir des données de surveillance comparables sur la présence et les mouvements de mercure et de composés du mercure dans l'environnement ainsi que sur les tendances des concentrations de mercure et de composés du mercure observées dans les milieux biotiques et chez les populations vulnérables. Il précise en outre que l'évaluation sera effectuée à partir d'informations scientifiques, environnementales, techniques, financières et économiques disponibles, notamment :

- a) Des rapports et d'autres données de surveillance fournis à la Conférence des Parties au titre du paragraphe 2 de l'article 22 de la Convention ;
- b) Des rapports soumis au titre de l'article 21 ;
- c) Des informations et des recommandations fournies au titre de l'article 15 ;
- d) Des rapports et d'autres informations pertinentes sur le fonctionnement des arrangements en matière d'assistance financière, de transfert de technologies et de renforcement des capacités mis en place dans le cadre de la Convention.

20. À sa première réunion, dans sa décision MC-1/9, la Conférence des Parties a reconnu qu'il était urgent d'élaborer un cadre d'évaluation de l'efficacité qui prévoit une approche stratégique et rentable permettant de fournir des données utiles et en quantité suffisante, et a en outre reconnu que des publications telles que les évaluations mondiales du mercure établies par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et les premières évaluations de la Convention de Minamata, financées par le Fonds pour l'environnement mondial, étaient des sources importantes de renseignements. Dans cette même décision, la Conférence des Parties a défini une feuille de route pour un groupe spécial d'experts en vue de la mise en place d'arrangements visant à lui fournir des données de surveillance comparables et les éléments d'un cadre d'évaluation de l'efficacité, ainsi que le mandat du comité d'évaluation de l'efficacité.

21. Le groupe spécial d'experts a commencé ses travaux lors d'une première réunion tenue à Ottawa, Canada (5-9 mars 2018). Les résultats de la première série de délibérations, y compris les observations reçues au cours de la période de consultation ouverte qui a suivi, ont été présentés à la Conférence des Parties à sa deuxième réunion, tenue à Genève en novembre 2018 (voir documents UNEP/MC/COP.2/13 et UNEP/MC/COP.2/INF/8).

22. La Conférence des Parties a examiné les résultats des travaux du groupe spécial d'experts et, dans sa décision MC-2/10, a prorogé le mandat du groupe et modifié sa composition et ses qualifications pour y inclure les compétences supplémentaires nécessaires pour lui permettre d'achever ses travaux en vue de les présenter à sa troisième réunion, en novembre 2019. En ce qui concerne le cadre d'évaluation de l'efficacité, la Conférence des Parties a, dans sa décision 2/10, également prié le groupe spécial d'experts d'entreprendre les tâches suivantes :

- a) En s'appuyant sur l'objectif de la Convention de Minamata, examen et évaluation des indicateurs de processus et de résultat détaillés article par article dans le document UNEP/MC/COP.2/INF/8 et précision des sources d'information et des points

<sup>10</sup> Dans sa décision MC-1/9 sur la mise en place d'arrangements en matière d'évaluation de l'efficacité, la Conférence des Parties a créé un groupe spécial d'experts sur les dispositions à prendre pour qu'elle reçoive des données de surveillance comparables et les éléments d'un cadre d'évaluation de l'efficacité en vertu de l'article 22 de la Convention de Minamata, et établi une feuille de route à cet égard. Le groupe spécial d'experts a établi un rapport qui a été présenté à la deuxième réunion de la Conférence des Parties (voir documents UNEP/MC/COP.2/13 et UNEP/MC/COP.2/INF/8). Par la suite, dans sa décision MC-2/10 sur l'évaluation de l'efficacité, la Conférence des Parties a prorogé le mandat du groupe spécial d'experts techniques, adopté une feuille de route pour ses travaux ultérieurs, prié le groupe d'élaborer le mandat des arrangements mondiaux en matière de surveillance et l'a prié également de lui faire rapport sur ses progrès à sa troisième réunion.

<sup>11</sup> Alors que la première évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata sur le mercure doit avoir lieu dans les six années suivant l'entrée en vigueur de la Convention, la Conférence des Parties doit décider de l'intervalle futur des évaluations de l'efficacité.

de comparaison pour ces indicateurs, en tenant compte du rapport coût-efficacité, de l'utilité, de la faisabilité et de la durabilité, et, sur cette base, fourniture des justifications détaillées pour les indicateurs recommandés ;

b) Détermination des indicateurs recommandés pour lesquels des données de surveillance sont requises, en particulier en ce qui concerne les mesures de contrôle et les objectifs énoncés dans les articles de la Convention ;

c) Élaboration d'une méthode pour intégrer les indicateurs recommandés en vue de dresser un tableau intégré de l'efficacité globale de la Convention (par ex., en utilisant des indicateurs transversaux) ;

d) Révision du projet de mandat recommandé du comité d'évaluation de l'efficacité et du calendrier de la première évaluation de l'efficacité, au besoin, en s'appuyant sur les résultats obtenus.

23. Le groupe spécial d'experts s'est réuni à Genève en avril 2019 pour examiner précisément le rapport qu'il devait présenter à la troisième réunion de la Conférence des Parties. Le présent rapport est le résultat des travaux entamés lors de cette réunion<sup>12</sup> et achevés au cours des mois suivants (y compris une période de consultation ouverte du 1<sup>er</sup> août au 5 septembre 2019).

24. Conformément aux orientations données dans la décision MC-2/10, le présent rapport se compose d'un résumé analytique et de quatre sections : la section I est une introduction au mandat du groupe spécial d'experts techniques et à son rapport sur les dispositions qu'il est proposé de mettre en place pour fournir à la Conférence des Parties les informations nécessaires pour procéder à une évaluation de l'efficacité de la Convention; la section II donne un aperçu du cadre d'évaluation de l'efficacité proposé, y compris quatre questions de politique générale considérées comme étant essentielles pour évaluer l'efficacité de la Convention; la section III expose en détail les éléments constitutifs du cadre, en décrivant la méthodologie et le calendrier proposés pour l'évaluation de l'efficacité ; et la section IV présente d'autres questions pour examen par la Conférence des Parties. Le rapport contient également quatre appendices : l'appendice I, figurant dans le document UNEP/MC/COP.3/14/Add.1, donne un aperçu des informations techniques liées à la surveillance ; l'appendice II présente le projet de mandat du comité d'évaluation de l'efficacité ; l'appendice III décrit les arrangements mondiaux en matière de surveillance proposés et le projet de mandat du groupe de surveillance ; et l'appendice IV décrit les rapports à produire pour le Comité.

25. Le groupe spécial a élaboré un document UNEP/MC/COP.3/INF/15 qui complète le présent rapport et son additif. La première partie de ce document présente un examen plus détaillé des données de surveillance disponibles et du contexte de la proposition d'activités de surveillance, ainsi que d'autres informations scientifiques et techniques. La deuxième partie comprend une proposition d'éléments d'un document d'orientation sur la surveillance du mercure à élaborer dans le cadre des arrangements mondiaux en matière de surveillance qui seront établis par la Conférence des Parties.

26. Le groupe spécial d'experts techniques propose que la Conférence des Parties adopte le cadre et les arrangements en matière de surveillance ainsi que le calendrier proposé pour le premier cycle d'évaluation de l'efficacité à sa troisième réunion et crée le comité d'évaluation de l'efficacité à sa quatrième réunion, ce qui permettra à la Conférence des Parties d'examiner les conclusions du comité à sa cinquième réunion.

## II. Présentation du cadre d'évaluation de l'efficacité

27. L'article 1 de la Convention de Minamata stipule que son objectif est « de protéger la santé humaine et l'environnement contre les émissions et rejets anthropiques de mercure et de composés du mercure ». Le but d'une évaluation de l'efficacité est d'examiner dans quelle mesure la Convention atteint cet objectif. Cela signifie qu'il faut déterminer si les mesures prises par les Parties en réponse à la Convention ont entraîné une réduction de l'approvisionnement, de l'utilisation, des émissions et des rejets, entraînant, à son tour, une diminution des risques pour la santé humaine et l'environnement (comparativement à ce qui se serait produit si la Convention n'avait pas été appliquée).

28. Le cadre d'évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata, tel que proposé par le groupe spécial d'experts techniques, repose sur l'évaluation des données factuelles pour examiner le lien de causalité entre les mesures de mise en œuvre de la Convention et les changements correspondants dans l'approvisionnement, l'utilisation, les émissions et les rejets de mercure, et

<sup>12</sup> À la réunion, le groupe spécial d'experts techniques était saisi d'une compilation des observations sur le cadre d'évaluation de l'efficacité (UNEP/MC/EE.2/5), d'un aperçu des informations communiquées par les Parties et autres intéressés (UNEP/MC/EE.2/3) et de la compilation des observations sur le rapport soumis par le groupe à la Conférence des Parties à sa deuxième session (UNEP/MC/EE.2/4).

les changements consécutifs dans les concentrations de mercure et les tendances de ces concentrations dans l'environnement mondial, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables. Les changements dans les concentrations en mercure attribuables à la Convention seront évalués à l'aide des informations recueillies et des indicateurs de processus, de résultat et de surveillance proposés pour répondre à quatre questions de politique générale.

## A. Questions de politique générale

29. Quatre questions de politique générale ont été définies pour servir de base à l'évaluation de l'efficacité. Ces questions devraient fournir les réponses dont la Conférence des Parties a besoin pour déterminer si les mesures de la Convention de Minamata sont adéquates pour relever les défis des émissions et rejets anthropiques de mercure.

30. La première question de politique générale est la suivante : les Parties ont-elles pris des mesures pour la mise en œuvre de la Convention de Minamata ? Pour répondre à cette question, le cadre inclut un ensemble succinct d'indicateurs de « processus » destinés à refléter le niveau d'application de la Convention par les Parties. Ces indicateurs peuvent être utilisés pour évaluer si la mise en œuvre des mesures prévues par la Convention peut être liée de façon crédible à des changements dans les émissions et les rejets. Ils peuvent également être utilisés pour identifier les défis communs dans la mise en œuvre susceptibles de nuire à l'efficacité de la Convention. Les indicateurs de processus sont principalement fondés sur les rapports prescrits par la Convention, complétés par d'autres informations scientifiques, environnementales, techniques, financières et économiques disponibles, conformément au paragraphe 3 de l'article 22.

31. La deuxième question de politique générale est la suivante : les mesures prises ont-elles entraîné des changements dans l'approvisionnement, l'utilisation, les émissions et les rejets de mercure dans l'environnement ? Afin de répondre à cette question, le cadre comprend un ensemble d'indicateurs de « résultat » qui reflètent les changements estimés dans l'approvisionnement, la demande, les émissions et les rejets de mercure résultant des mesures de la Convention, tels que déclarés par les Parties dans le cadre de la Convention. Il est suggéré de compléter ces données avec les informations fournies par les estimations complètes de l'approvisionnement, la demande, les émissions et les rejets de mercure.

32. La troisième question de politique générale est la suivante : ces changements ont-ils modifié les concentrations de mercure dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables en rapport avec la Convention de Minamata ? L'article 22 de la Convention indique que les données de surveillance sur « la présence et le mouvement de mercure et de composés du mercure dans l'environnement ainsi que sur les tendances des concentrations de mercure et de composés du mercure observées dans les milieux biotiques et chez les populations vulnérables » devraient être utilisées pour évaluer l'efficacité. Il est difficile, mais possible, d'attribuer aux mesures de la Convention les changements dans les concentrations de mercure chez les humains et dans l'environnement. Les émissions passées et actuelles provenant des activités humaines se combinent à des sources naturelles et à d'autres facteurs influant sur le cycle du mercure, comme les caractéristiques de l'atmosphère et des écosystèmes, qui peuvent évoluer (par ex., en raison des changements climatiques). Le cadre décrit comment les mesures du mercure à l'échelle mondiale peuvent être utilisées pour faciliter l'évaluation de la manière dont les mesures de mise en œuvre de la Convention ont été efficaces.

33. Le système complexe de mesures du mercure à l'échelle mondiale génère les concentrations de mercure observées dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables. Les connaissances scientifiques nécessaires pour établir un lien direct entre les niveaux de mercure observés et les sources de mercure sont toutefois encore en cours d'acquisition. Des modèles intégrés sont donc nécessaires pour estimer de quelle manière les changements des émissions et des rejets des sources couvertes par la Convention contribuent aux changements de concentrations observés dans ces récepteurs. La mise au point et la validation continues de ces modèles nécessitent à la fois des données de surveillance et des connaissances scientifiques sur le processus environnemental et aideront à attribuer les changements dans les concentrations de mercure dans l'environnement à un changement dans les émissions et les rejets de mercure.

34. La quatrième question de politique générale est la suivante : dans quelle mesure les mesures existantes au titre de la Convention de Minamata répondent-elles à son objectif de protection de la santé humaine et de l'environnement contre le mercure ? La réponse à la troisième question de politique générale indiquera dans quelle mesure la Convention influe sur les concentrations de mercure et les tendances de celles-ci dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables. La quatrième question de politique générale s'intéresse à la manière dont les mesures au titre de la Convention répondent à l'objectif de protection de la santé humaine et de l'environnement



contre le mercure. La Convention réalise-t-elle tout son potentiel de réduction de l'approvisionnement, l'utilisation, les émissions et les rejets de mercure ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi pas ? Le fait d'atteindre son plein potentiel permettrait-il d'éviter la plupart des émissions et des rejets anthropiques de mercure, ou seulement une petite partie d'entre elles ? De plus, des mesures sont-elles en place pour gérer le risque résiduel lié à l'exposition des personnes au mercure ?

## **B. Synthèse des experts pour examen par le Comité d'évaluation de l'efficacité**

35. Le cadre proposé prévoit la synthèse des informations et des connaissances dans des rapports de synthèse qui fournissent un point de vue scientifique et technique sur les trois premières questions de politique générale énoncées ci-dessus, pour examen par le comité d'évaluation de l'efficacité. Dès que les modèles et les outils d'attribution seront disponibles, un rapport d'attribution sera également produit et présentera un point de vue scientifique et technique sur les quatre questions de politique générale. Le rapport d'attribution interpréterait les liens entre les mesures de politique générale, les réductions des émissions et les concentrations de mercure qui en résultent, en utilisant les sources de données disponibles, les techniques de modélisation, les outils analytiques tirés des sciences naturelles et sociales et d'autres connaissances pertinentes.


36. La science n'a pas encore mis au point des modèles intégrés fiables pour prévoir les changements à long terme des concentrations de mercure résultant des réductions d'émissions qui tiennent pleinement compte de la complexité du mercure dans l'environnement. Faute de modèles définitifs prenant en compte différents milieux, il se peut que le rapport d'attribution ne soit pas prêt avant la première évaluation de l'efficacité, mais il le sera pour les évaluations suivantes. Par conséquent, il convient de noter que les évaluations antérieures de l'efficacité de la Convention de Minamata peuvent être plus incertaines que celles effectuées une fois que des améliorations auront été apportées à ces modèles de prévision.

37. Le comité d'évaluation de l'efficacité utilisera tous les rapports de synthèse (et, lorsqu'il sera disponible, le rapport d'attribution) pour répondre aux questions de politique générale et appliquera une approche intégrée pour préparer ses conclusions sur l'efficacité de la Convention en vue de les présenter à la Conférence des Parties.

38. Le tableau 1 présente un aperçu du cadre d'évaluation de l'efficacité, partant des quatre questions de politique générale susmentionnées jusqu'aux indicateurs proposés pour l'évaluation, aux rapports requis et au rapport d'attribution qui sera établi pour examen par le comité d'évaluation de l'efficacité et son rapport à la Conférence des Parties. Les éléments constitutifs du cadre sont expliqués dans le détail dans la section II.

Tableau 1

**Cadre d'évaluation de l'efficacité, partant des questions de politique générale et des indicateurs jusqu'aux rapports requis pour le comité d'évaluation de l'efficacité**

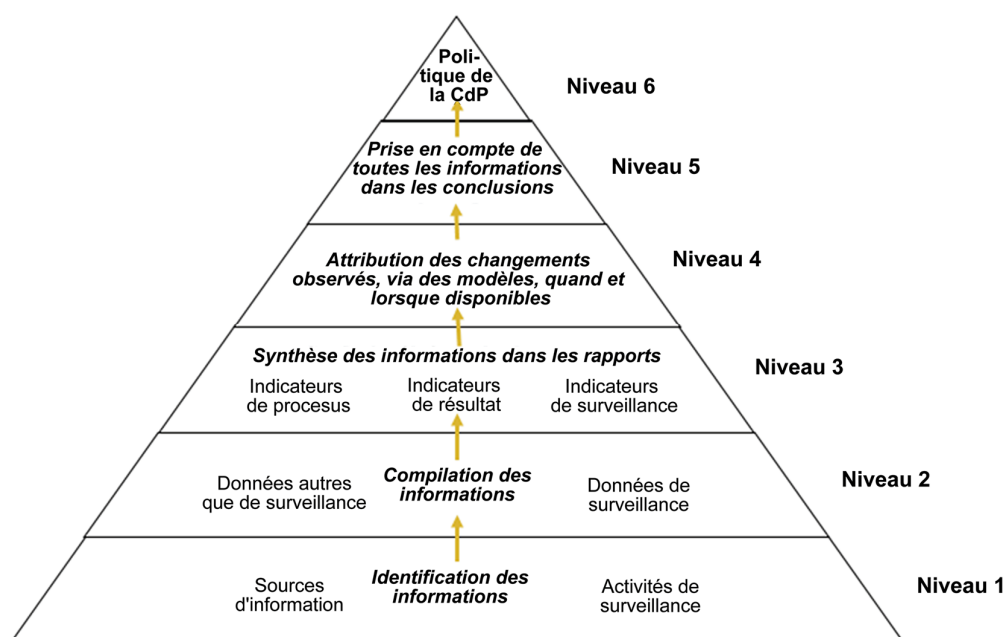
Questions de politique générale	Première question de politique générale : les Parties ont-elles pris des mesures pour la mise en œuvre de la Convention de Minamata ?	Deuxième question de politique générale : les mesures prises ont-elles entraîné des changements dans l'approvisionnement, l'utilisation, les émissions et les rejets de mercure dans l'environnement ?	Troisième question de politique générale : ces changements ont-ils modifié les concentrations de mercure dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables en rapport avec la Convention de Minamata ?	Quatrième question de politique générale : dans quelle mesure les mesures existantes au titre de la Convention de Minamata répondent-elles à l'objectif de protection de la santé humaine et de l'environnement contre le mercure ?
Indicateurs	Indicateurs de processus	Indicateurs de résultat	Indicateurs de surveillance	Niveau 5
Groupe d'indicateurs	1. Groupe Approvisionnement (B) 2. Groupe Demande (C) 3. Groupe Pressions (D) ----- 4. Groupe Appui (E) 5. Groupe Information et recherche (H)	1. Groupe Approvisionnement (B) 2. Groupe Demande (C) 3. Groupe Pressions (D) ----- 4. Groupe Appui (E) 5. Groupe Information et recherche (H)	1. Groupe Pressions (D)	<p>Le comité d'évaluation de l'efficacité répondra à ces questions de politique générale et appliquera une approche intégrée pour préparer ses conclusions fondées sur les rapports de synthèse suivants :</p> <p>1. Rapport de synthèse établi au titre de l'article 21</p> <p>2. Rapport sur les émissions et les rejets</p> <p>3. Rapport sur le commerce, l'approvisionnement et la demande</p> <p>4. Rapport sur les déchets</p> <p>5. Rapport sur la surveillance</p> <p>Les renseignements ci-dessus seront complétés par le rapport d'attribution lorsqu'il sera disponible.</p> <p>Pour formuler ses conclusions, le comité d'évaluation de l'efficacité peut également s'appuyer sur des renseignements supplémentaires, au besoin.</p> 
Sources d'informations	Parties : rapports établis au titre de l'article 21 (source principale)	Parties : rapports établis au titre de l'article 21 (source principale)	Parties : rapports établis au titre de l'article 21 Réseaux de surveillance	
Documents du secrétariat pour la Conférence des Parties, conformément à l'article 22	- Rapport sur les rapports établis au titre de l'article 21 - Rapport du Comité d'application et de respect des dispositions - Rapports sur le mécanisme financier (article 13) - Rapport sur le renforcement des capacités, l'assistance technique et le transfert de technologie (article 14)	- Rapport sur les rapports établis au titre de l'article 21	Non applicable	
Rapports à préparer pour le comité d'évaluation de l'efficacité	<div>Niveaux 1 à 3</div> <div>1. Rapport de synthèse au titre de l'article 21 sur les progrès accomplis par les Parties pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention de Minamata (indicateurs correspondants dans les rapports établis au titre de l'article 21)</div> <div>2. Rapport sur les émissions et les rejets de mercure dans l'environnement (groupe Pressions)</div> <div>3. Rapport sur le commerce, l'approvisionnement et la demande de mercure dans l'économie (groupes Approvisionnement et Demande) « Mouvement économique du mercure ».</div> <div>4. Rapport sur les déchets (groupes Approvisionnement et Demande et groupe Pressions) « Le mercure restant dans l'économie »</div>	<div>Niveau 3</div> <div>Niveau 4</div>	<div>5. Rapport sur la surveillance</div> <div>6. Rapport d'attribution</div>	
Résultat	La Conférence des Parties examinera les conclusions du comité d'évaluation de l'efficacité au regard des quatre questions de politique générale.			Niveau 6

### III. Méthodologie proposée et calendrier de l'évaluation de l'efficacité

#### A. Flux des informations et analyses pour l'évaluation de l'efficacité proposée

39. L'évaluation de l'efficacité sera réalisée en suivant une série d'étapes consécutives d'identification et de collecte des données, de compilation, d'évaluation, d'analyse, de synthèse, d'attribution (si possible) et d'intégration d'informations. Le cadre présente le flux des informations, en commençant par l'identification et la collecte des informations, la compilation et la synthèse des informations (niveaux 1 à 3). Le cadre prévoit ensuite une fonction d'attribution (niveau 4) avant d'atteindre le comité d'évaluation de l'efficacité (niveau 5), où les informations seront intégrées pour permettre au comité de formuler ses conclusions pour examen par la Conférence des Parties (niveau 6). Le flux des informations et des analyses d'un niveau à l'autre est représenté dans la figure 1 ci-dessous et expliqué plus en détail par la suite.

Figure 1  
Flux des informations et analyses



Sigles et acronymes : CdP, Conférence des Parties.

a) Niveau 1 – Identification : dans un premier temps, les ressources d'informations disponibles pour appuyer l'évaluation de l'efficacité seront identifiées et recueillies. Il s'agira notamment des rapports prescrits par la Convention suivants : rapports des Parties conformément à l'article 21 ; rapports du Comité d'application et du respect des dispositions conformément à l'article 15 ; rapports sur le mécanisme financier conformément à l'article 13 ; rapports sur le renforcement des capacités, l'assistance technique et le transfert de technologie conformément à l'article 14 ; inventaires d'émissions conformément à l'article 8 et inventaires des rejets conformément à l'article 9 ; et rapports d'activité sur les plans d'action relatifs à l'extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or conformément à l'article 7. Il pourra également s'agir d'autres demandes pertinentes.

Étant donné que les rapports peuvent être incomplets, ils seront complétés par d'autres informations scientifiques, environnementales, techniques, financières et économiques disponibles conformément au paragraphe 3 de l'article 22 et à l'article 19.

Des critères clairs pour les informations identifiées à ce niveau devraient être appliqués (par ex., y compris des articles de recherche examinés par des pairs et des publications officielles telles que des rapports nationaux). Les arrangements mondiaux en matière de surveillance, précisés dans l'appendice III, détermineront quelles informations de surveillance seront incluses dans l'évaluation de l'efficacité.

b) Niveau 2 – Compilation : les données pertinentes pour l'évaluation de l'efficacité seront extraites des ressources sélectionnées et compilées dans un format qui permettra leur utilisation lors des étapes ultérieures d'attribution et d'intégration. Un contrôle de la qualité des données devrait être effectué à ce stade. Concernant les données de surveillance, elles peuvent inclure la compilation de données de surveillance dans une base de données mondiale/centrale avec un format cohérent, des procédures communes de contrôle/assurance de la qualité, une évaluation de la confiance et d'autres éléments pertinents.

c) Niveau 3 – Synthèse : les données compilées seront utilisées pour créer un ensemble de rapports qui synthétiseront les informations recueillies et éclaireront les réponses aux quatre questions de politique générale. Compte tenu du souhait de la Conférence des Parties voulant que l'évaluation dresse un tableau intégré de l'efficacité générale de la Convention, telle qu'exprimé dans le mandat modifié du groupe spécial d'experts techniques figurant dans la décision MC-2/10, le groupe prévoit que les rapports de synthèse suivants seront nécessaires (voir l'appendice IV pour la description de l'ensemble des rapports à soumettre au comité d'évaluation de l'efficacité) :

- i) Le rapport de synthèse au titre de l'article 21, fondé sur les informations communiquées par les Parties en application de l'article 21 sur l'établissement de rapports ;
- ii) Le rapport sur les émissions et les rejets s'inspirant du rapport *Évaluation mondiale du mercure 2018*<sup>6</sup> ;
- iii) Le rapport sur le commerce, l'approvisionnement et la demande, s'inspirant du rapport de 2017 *Global Mercury: Supply, Trade and Demand*<sup>7</sup> ;
- iv) Le rapport sur les déchets, s'appuyant sur le rapport de 2018 *Évaluation mondiale des déchets de mercure : Examen des mesures actuellement mises en œuvre au niveau national*<sup>8</sup> ;
- v) Le rapport sur la surveillance, qui présente l'état des concentrations mondiales de mercure dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables, ainsi que l'évolution dans le temps, préparé par le groupe de surveillance.

Ces rapports présenteront les informations sur les indicateurs de processus, de résultat et de surveillance pour faciliter l'examen des quatre questions de politique générale par le comité d'évaluation de l'efficacité. Ils comprendront des informations scientifiques et techniques de base et des présentations visuelles accessibles.

d) Niveau 4 – Attribution : les rapports de synthèse (et, le cas échéant, les données sous-jacentes et/ou supplémentaires) sur les mesures de la Convention, les données sur les émissions, les rejets et la surveillance peuvent être utilisés pour le sixième rapport, à savoir le rapport d'attribution, lorsque les outils nécessaires à sa production sont disponibles. Le rapport d'attribution ferait la distinction entre les indicateurs de processus, de résultat et de surveillance pour aider le comité d'évaluation de l'efficacité dans ses efforts pour examiner les quatre questions de politique générale. Il tiendrait compte, selon les besoins, d'autres informations (comme des informations socioéconomiques, l'innovation technologique, des données sur le climat et les principales politiques mondiales). Le rapport d'attribution serait produit par un sous-groupe de modélisation (voir l'appendice IV pour une description détaillée du rapport d'attribution).

Les analyses de niveau 4 incluraient probablement une modélisation pour estimer de quelle manière les changements dans les émissions et les rejets résultant des mesures de la Convention ont contribué aux changements des concentrations de mercure dans l'environnement, les milieux biotiques et chez les populations vulnérables. L'évaluation de l'attribution viserait également à évaluer les tendances à long terme afin d'interpréter la pertinence des données sociales, techniques et économiques dans le contexte de l'efficacité de la Convention par rapport à son objectif. Même si le rapport d'attribution était un rapport scientifique et technique fondé sur des données probantes, il serait également accessible aux lecteurs non techniques et comprendrait des schémas.

e) Niveau 5 – Intégration : les cinq rapports de synthèse, complétés par le rapport d'attribution, le cas échéant, seront produits à l'intention du comité d'évaluation de l'efficacité, qui utilisera ces informations dans une approche intégrée pour examiner les quatre questions de politique générale et formuler des conclusions à présenter à la Conférence des Parties. Le comité peut inclure dans son rapport des suggestions pour améliorer les cycles futurs d'évaluation de l'efficacité.

f) Niveau 6 - Conférence des Parties : à ce niveau final, la Conférence des Parties reçoit et examine les conclusions du comité d'évaluation de l'efficacité et prend ses décisions concernant l'efficacité de la Convention.

## **B. Élaboration des indicateurs**

40. La Convention de Minamata comprend un certain nombre de mesures visant à contrôler, réduire ou éliminer les principales sources et utilisations du mercure, ainsi qu'une série d'autres stipulations qui obligent les Parties à collaborer pour se soutenir mutuellement dans l'effort global visant à protéger les populations et l'environnement contre les effets nocifs du mercure. Pour donner une vue d'ensemble de l'efficacité des mesures et dispositions de la Convention, le groupe spécial d'experts techniques a adopté une approche intégrée pour définir les indicateurs possibles.

41. Trois types d'indicateurs sont proposés (indicateurs de processus, de résultat et de surveillance) pour éclairer l'examen des quatre questions de politique générale qui orientent l'évaluation de l'efficacité. Les indicateurs proposés s'inspirent des travaux antérieurs sur les éléments du cadre d'évaluation de l'efficacité et des capacités et moyens de surveillance.

42. À l'issue d'un examen article par article, les indicateurs proposés ont été regroupés comme suit pour permettre une analyse synthétique dans les rapports proposés :

- a) Groupe Approvisionnement (B) : approvisionnement, stockage et déchets (art. 3, 10 et 11) ;
- b) Groupe Demande (C) : produits, procédés et extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or (articles 4, 5 et 7) ;
- c) Groupe Pressions (D) : émissions, rejets et sites contaminés (art. 8, 9 et 12) ;
- d) Groupe Appui (E) : aide financière et assistance technique (art. 13 et 14) ;
- e) Groupe Information et recherche (H) : échange d'informations, information du public et recherche (art. 17, 18 et 19).

43. Compte tenu du caractère central du premier article (qui énonce l'objectif de la Convention) et du caractère transversal de l'article 16 (sur les aspects sanitaires), ces articles ont été écartés de l'identification des indicateurs.

44. La raison d'être des types d'indicateurs proposés est la suivante :

- a) Des indicateurs de processus sont nécessaires pour déterminer si les Parties ont pris des mesures pour la mise en œuvre de la Convention de Minamata ;
- b) Des indicateurs de résultat sont nécessaires pour déterminer si les mesures prises ont entraîné des changements dans l'approvisionnement, l'utilisation, les émissions et les rejets de mercure dans l'environnement. Pour chaque groupe d'articles, le groupe spécial d'experts a identifié que les Parties prenaient des mesures relatives à une mesure de politique générale clef et les résultats de ces mesures ;
- c) Les indicateurs de surveillance (qui peuvent désigner les résultats) sont nécessaires pour fournir des informations scientifiques validées pour éclairer et appuyer l'élaboration des politiques et la prise de décisions concernant l'impact des mesures de contrôle.

45. Les indicateurs ont été en grande partie élaborés en gardant à l'esprit les données et les rapports exigés par la Convention ou les organes connexes en matière d'établissement de rapports (y compris, par ex., les rapports du Fonds pour l'environnement mondial). Ces rapports seront complétés par d'autres données disponibles compilées dans les rapports de synthèse et le rapport d'attribution. L'utilisation de données qui sont déjà disponibles assure la rentabilité des indicateurs. En outre, les données seront produites de manière récurrente pendant toute la durée de la Convention et sont donc durables.

46. Les indicateurs sont formulés de manière à être pratiques et réalisables. Ils sont prévus de manière à être dénombrés, calculés et facilement compris (ils ne représentent pas des fonctions complexes). Si les données visées par l'article 21 sont communiquées par voie électronique au secrétariat, leur calcul devrait être particulièrement simple.

47. Les niveaux de référence sont considérés comme étant essentiels à une évaluation de l'efficacité, car ils permettent d'évaluer les indicateurs au fil du temps. La Convention n'a défini aucun processus officiel pour établir les niveaux de référence. Il existe deux types de niveaux de référence : le niveau de référence « avant-après » et le niveau de référence « avec-sans ». Le premier convient pour les indicateurs qui sont relativement stables, pour lesquels une valeur temporelle antérieure à

l'entrée en vigueur de la Convention peut être utilisée tout au long du processus d'évaluation. Le deuxième convient pour les indicateurs qui fluctuent dans le temps en raison de facteurs autres que les interventions résultant des dispositions de la Convention, comme les aspects socioéconomiques et démographiques, les changements climatiques, les initiatives en cours et les changements de mode de vie, qui auront tous un impact sur la valeur de référence à moyen et long terme.

48. Le tableau 2 présente les indicateurs proposés, qui sont complétés par les indicateurs de surveillance indiqués au tableau 4. Il convient de noter que le tableau 2 contient un nombre non négligeable d'indicateurs soumis à l'examen de la Conférence des Parties. Le groupe spécial d'experts techniques a mis au point ces indicateurs à un moment où la collecte de données et d'informations n'avait pas encore eu lieu. Il est donc possible que certains d'entre eux devront être affinés à la lumière de la quantité et de la qualité des données et informations disponibles et qu'il soit nécessaire de combler des lacunes. Certains indicateurs pourront même s'avérer être inutilisables et finir par ne pas être utilisés. Le groupe a toutefois estimé qu'il était important de présenter une liste plus longue pour examen.

Tableau 2

**Indicateurs proposés pour l'évaluation de l'efficacité de Convention Minamata, par article**

<b>A : Article premier (Objectif)</b> (L'indicateur de l'article premier doit être lu parallèlement aux indicateurs de surveillance figurant au tableau 4)		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
A1. Indicateur de surveillance transversal	Concentrations de mercure dans l'environnement et la population humaine dues aux émissions et aux rejets anthropiques	Modélisation attributive	Quantité dans la première évaluation (si des modèles sont disponibles)
<b>Notes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'attribution doit être estimée à l'aide de modèles qui n'ont pas encore été élaborés ; par conséquent, les informations pour cet indicateur peuvent être disponibles ou non pour le premier cycle du comité d'évaluation de l'efficacité.</li> <li>▪ Les estimations issues de la modélisation doivent être accompagnées d'observations pertinentes sur l'incertitude de la modélisation.</li> <li>▪ En cas de non-disponibilité d'informations provenant des modèles, les concentrations du mercure et les tendances y relatives (variations dans le temps) pourraient être utilisées à des fins d'attribution.</li> </ul>		
<b>B : groupe Approvisionnement</b> <b>Article 3 (sources d'approvisionnement et du commerce de mercure) ; article 10 (stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure à l'exclusion des déchets de mercure) ; article 11 (déchets de mercure)</b>		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
B1. Indicateur de processus global pour les articles 3, 10 et 11	Proportion de Parties ayant mis en œuvre des dispositions clefs dans le cadre de ce groupe (englobant tous les indicateurs de processus ci-dessous, c'est-à-dire B5, B6, B7, B8, B9 et B13)	- Rapports établis au titre de l'article 21	Quantité dans la première évaluation
B2. Indicateur de résultat transversal supplémentaire pour les articles 3, 10 et 11	Estimation de l'approvisionnement mondial en mercure, en tonnes par an	- Informations synthétisées à partir d'indicateurs individuels pour les articles 3, 10 et 11	Quantité dans la première évaluation
<b>Article 3</b>			
B3. Indicateur de résultat pour l'article 3	Quantité totale de mercure extraite des mines de mercure primaire	- Rapport de 2017 sur l'approvisionnement, le commerce et la demande de mercure - Rapports établis au titre de l'article 21 - Rapports du plan d'action national des exploitations minières artisanales et à petite échelle de l'or	Quantité dans la première évaluation
B4. Indicateur de résultat pour l'article 3	Quantité de mercure négociée, ventilée par objectif spécifique	- Formulaires de l'article 3	Quantité dans la première évaluation
B5. Indicateur de processus pour l'article 3	Nombre de Parties qui se sont efforcées d'identifier les stocks et les sources d'approvisionnement	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
B6. Indicateur de processus pour l'article 3	Proportion des Parties détenant du mercure en excès résultant de la production de chlore-alkali ayant pris des mesures pour l'élimination finale de ce mercure	- Rapports établis au titre de l'article 21 - Rapports du Conseil mondial du chlore	Pourcentage dans la première évaluation

B7. Indicateur de processus pour l'article 3	Nombre et proportion des Parties faisant commerce du mercure	- Rapports établis au titre de l'article 21 - Formulaires de l'article 3	Quantité dans la première évaluation
B8. Indicateur de processus pour l'article 3	Volume de mercure négocié	- Rapports établis au titre de l'article 21	Quantité dans la première évaluation
<b>Article 10</b>			
B9. Indicateur de processus pour l'article 10	Nombre et proportion des Parties qui ont pris des mesures pour garantir un stockage provisoire rationnel	- Rapports établis au titre de l'article 21	Quantité dans la première évaluation
B10. Indicateur de résultat pour l'article 10	Quantité de mercure stockée de manière écologiquement rationnelle telle qu'identifiée dans l'inventaire des stocks	- Rapports établis au titre de l'article 21	Quantité dans la première évaluation
<b>Article 11</b>			
B11. Indicateur de résultat pour l'article 11	Quantité de déchets contenant du mercure ou des composés de mercure ayant fait l'objet d'une élimination définitive	- Rapports établis au titre de l'article 21	Quantité dans la première évaluation
B12. Indicateur de résultat pour l'article 11	Nombre de Parties disposant d'installations pour l'élimination définitive des déchets contenant du mercure ou des composés du mercure	- Rapports établis au titre de l'article 21	Quantité dans la première évaluation
B13. Indicateur de processus pour l'article 11	Nombre de Parties ayant mis en place des mesures pour gérer les déchets de mercure d'une manière écologiquement rationnelle	- Rapports établis au titre de l'article 21	Quantité dans la première évaluation
<b>Notes</b>	▪ Les données provenant de non-Parties pourraient également être importantes dans certains cas.		

<b>C : groupe Demande</b> <b>Article 4 (produits contenant du mercure ajouté ; article 5 (procédés de fabrication utilisant du mercure ou des composés du mercure) ; article 7 (extraction minière artisanale et à petite échelle d'or))</b>		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
C1. Indicateur de processus transversal pour les articles 4, 5 et 7	Proportion de Parties ayant mis en œuvre des dispositions clefs dans le cadre de ce groupe	- Informations synthétisées à partir d'indicateurs individuels pour les articles 4, 5 et 7	Pourcentage dans la première évaluation
C2. Indicateur de résultat transversal pour les articles 4, 5 et 7	Utilisation mondiale du mercure dans la fabrication de produits ou de procédés, en tonnes par application	- Informations provenant de sources de l'industrie	Quantité dans la première évaluation
<b>Article 4</b>			
C3. Indicateur de processus pour l'article 4	Nombre de Parties ayant pris des mesures appropriées pour empêcher la fabrication, l'exportation ou l'importation de produits contenant du mercure ajouté figurant dans la partie I de l'annexe A	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
C4. Indicateur de processus pour l'article 4	Nombre de dérogations par catégorie de produits qui sont toujours en vigueur	- Registre des dérogations	Nombre dans la première évaluation
C5. Indicateur de processus pour l'article 4	Nombre de Parties ayant pris deux mesures ou plus pour les produits contenant du mercure ajouté figurant dans la partie II de l'annexe A	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
C6. Indicateur de résultat supplémentaire pour l'article 4	Volume, en tonnes de produits contenant du mercure ajouté a) importés et b) exportés, en unités par an, pour chaque catégorie de produits de la partie I de l'annexe A.	- Données commerciales et douanières	Quantité dans la première évaluation
<b>Article 5</b>			
C7. Indicateur de processus pour l'article 5	Nombre de Parties bénéficiant de dérogations pour les processus de la partie I de l'annexe B qui sont toujours en vigueur	- Registre des dérogations	Nombre dans la première évaluation



C8. Indicateur de processus pour l'article 5	Nombre de Parties ayant pris des mesures pour interdire l'utilisation du mercure ou de ses composés dans les procédés de fabrication figurant dans la partie I de l'annexe B	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
C9. Indicateur de processus pour l'article 5	Proportion de Parties ayant des procédures visées au paragraphe 3 de l'article 5 qui ont pris toutes les mesures voulues pour les procédures respectives figurant dans la partie II de l'annexe B	- Rapports établis au titre de l'article 21	Pourcentage dans la première évaluation
<b>Article 7</b>			
C10. Indicateur de résultat pour l'article 7	Quantité totale de mercure utilisée dans les exploitations minières artisanales et à petite échelle de l'or dans le monde, en tonnes par an	- Rapports établis au titre de l'article 21 - Plans d'action nationaux des exploitations minières artisanales et à petite échelle de l'or et examen de ceux-ci - Notifications	Quantité dans la première évaluation
C11. Indicateur de processus pour l'article 7	Proportion de Parties déclarant un nombre non négligeable d'exploitations minières artisanales et à petite échelle de l'or ayant soumis un plan d'action national	- Notifications	Pourcentage dans la première évaluation
C12. Indicateur de processus pour l'article 7	Proportion de Parties ayant soumis un plan d'action national et qui l'ont examiné	- Examens de l'article 7	Pourcentage dans la première évaluation
<b>Notes</b>	■ Il est possible qu'il soit difficile d'obtenir certaines données sur les produits.		

<b>D : groupe Pressions</b> <b>Article 8 (émissions) ; article 9 (rejets) ; article 12 (sites contaminés)</b>		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
D1. Indicateur de processus global pour les articles 8, 9 et 12	Proportion de Parties ayant mis en œuvre des dispositions clefs dans le cadre de ce groupe	- Rapports établis au titre de l'article 21	Pourcentage dans la première évaluation
D2. Indicateur de résultat transversal pour les articles 8, 9 et 12	Quantité totale de mercure émise et rejetée	- Évaluation mondiale du mercure 2018 - Inventaires - Premières évaluations de la Convention de Minamata	Quantité dans la première évaluation
<b>Article 8 (les indicateurs de l'article 8 doivent être lus parallèlement aux indicateurs de surveillance figurant au tableau 4)</b>			
D3. Indicateur de résultat pour l'article 8	Quantité totale de mercure émise pour chaque catégorie de sources ponctuelles à l'annexe D	- Rapports établis au titre de l'article 21 - Inventaires	Nombre dans la première évaluation
D4. Indicateur de processus pour l'article 8	Nombre de Parties qui nécessitent des MTD/MPE ou des valeurs limites d'émission compatibles avec l'application des MTD	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
D5. Indicateur de processus pour l'article 8	Nombre de Parties ayant mis en place des mesures de contrôle pour les sources existantes (pour chacune des mesures énoncées au paragraphe 5 de l'article 8)	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
D6. Indicateur de processus pour l'article 8	Nombre de Parties ayant créé et tenu à jour un inventaire des émissions	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation

<b>Article 9</b> (les indicateurs de l'article 9 doivent être lus parallèlement aux indicateurs de surveillance figurant au tableau 4)			
D7. Indicateur de résultat pour l'article 9	Quantité totale de rejets de mercure dans l'inventaire provenant de sources pertinentes	- Rapports établis au titre de l'article 21 - Inventaires	Nombre dans la première évaluation
D8. Indicateur de processus pour l'article 9	Nombre de Parties ayant identifié des sources pertinentes	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
D9. Indicateur de processus pour l'article 9	Nombre de Parties qui ont créé et tenu à jour un inventaire des rejets des sources pertinentes	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
<b>Article 12</b>			
D10. Indicateur de processus pour l'article 12	Nombre de Parties qui ont élaboré des stratégies pour identifier et évaluer les sites contaminés par du mercure ou des composés du mercure	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
D11. Indicateur de processus pour l'article 12	Nombre de Parties qui ont dressé un inventaire des sites contaminés	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
<b>Notes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il peut exister certaines lacunes dans les données, car les Parties ne sont pas obligées de communiquer les informations recueillies dans le cadre de leur inventaire.</li> </ul>		

<b>E : groupe Appui</b> <b>Article 13 (ressources financières et mécanisme de financement) ; article 14 (renforcement des capacités, assistance technique et transfert de technologies)</b>		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
<b>Article 13</b>			
E1. Indicateur de processus pour l'article 13	Nombre de Parties ayant : <ul style="list-style-type: none"> <li>Contribué au mécanisme de financement visé au paragraphe 5 de l'article 13</li> <li>Reçu des ressources du Fonds pour l'environnement mondial</li> <li>Reçu des ressources du SIP</li> <li>Mobilisé des ressources nationales pour la mise en œuvre de la Convention</li> </ul> au cours de la période considérée	Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
E2. Indicateur de processus pour l'article 13	Montant des ressources fournies par : <ul style="list-style-type: none"> <li>Fonds pour l'environnement mondial</li> <li>SIP</li> <li>Appui bilatéral au cours de la période considérée</li> </ul>	- Rapports établis au titre de l'article 21 - Autres sources publiques	Nombre dans la première évaluation
E3. Indicateur de processus supplémentaire pour l'article 13	Nombre de recommandations issues de l'examen financier reprises dans les documents directifs du Fonds pour l'environnement mondial/SIP	- Information issue de documents directifs	Zéro

<b>Article 14</b>			
E4. Indicateur de processus pour l'article 14	Nombre de Parties ayant : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Coopéré dans la fourniture à une autre Partie d'un appui en matière de renforcement des capacités et d'une assistance technique</li> <li>○ Sollicité une assistance technique</li> <li>○ Bénéficié d'un appui en matière de renforcement des capacités ou d'une assistance technique</li> <li>○ Encouragé ou facilité le transfert de technologies</li> </ul>	- Rapports établis au titre de l'article 21 - Autres sources publiques	Nombre dans la première évaluation
<b>Notes</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le cycle d'examen du mécanisme de financement peut ne pas correspondre au cycle d'évaluation de l'efficacité.</li> <li>▪ Attendu que le modèle de rapport n'exige pas que soit indiquée la valeur en dollars des ressources fournies, la consultation d'autres sources publiques peut s'imposer.</li> </ul>	

<b>F : article 15 (comité de mise en œuvre et du respect des obligations)</b>		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
F1. Indicateur de processus	Proportion de questions que le Comité de mise en œuvre et du respect des obligations a été en mesure de régler, y compris des indications sur les questions systémiques, le cas échéant	- Rapport du Comité de mise en œuvre et du respect des obligations (art. 21)	Nombre dans la première évaluation
<b>Notes</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La Conférence des Parties examinera le mandat du Comité de mise en œuvre et du respect des obligations à sa troisième réunion.</li> </ul>	

<b>G : article 16 (aspects sanitaires)</b> (L'indicateur de l'article 16 doit être rapproché des indicateurs de surveillance correspondants du tableau 4)		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
G1. Indicateur de surveillance	Niveaux de mercure dans certaines populations humaines (comme défini dans les arrangements de surveillance)	- Données et activités de surveillance existantes	Nombre dans la première évaluation
G2. Indicateur de processus	Nombre de Parties ayant pris des mesures – avis concernant le poisson, par exemple – pour informer le public sur la question de l'exposition au mercure, conformément au paragraphe 1 de l'article 16	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
G3. Indicateur de processus	Nombre de Parties ayant pris des mesures pour protéger la santé humaine, conformément à l'article 16	- Rapports établis au titre de l'article 21 - Communications au secrétariat	Nombre dans la première évaluation
<b>Notes</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les concentrations de mercure chez les biotes doivent également être prises en compte.</li> </ul>	

<b>H : groupe Information et recherche</b> <b>Article 17 (échange d'informations) ; article 18 (information, sensibilisation et éducation du public) ; article 19 (recherche-développement et surveillance)</b>		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
<b>Article 17</b>			
H1. Indicateur de processus pour l'article 17	Nombre de Parties ayant désigné un correspondant national	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
H2. Indicateur de processus pour l'article 17	Nombre de Parties ayant facilité l'échange d'informations relatives au mercure	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation

<b>Article 18</b>			
H3. Indicateur de processus pour l'article 18	Nombre de Parties ayant pris des mesures pour mettre en œuvre l'article 18	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
H4. Indicateur de processus pour l'article 18	Nombre moyen de mesures au titre du paragraphe 1 de l'article 18 mises en œuvre par les Parties	- Découlant des rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
H5. Indicateur de processus pour l'article 18	Nombre de Parties disposant d'informations publiques sur les concentrations de mercure dans l'air ainsi que chez les êtres humains et les biotes sur leur territoire	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
H6. Indicateur de processus pour l'article 18	Nombre de Parties communiquant les risques relatifs au mercure issus de la consommation de nourriture et d'eau sur leur territoire	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
<b>Article 19</b>			
H7. Indicateur de processus pour l'article 19	Nombre de Parties ayant mené des activités de recherche-développement et de surveillance, conformément au paragraphe 1 de l'article 19	- Rapports établis au titre de l'article 21	Nombre dans la première évaluation
H8. Indicateur de processus pour l'article 19	Nombre de Parties fournissant données et connaissances pour des évaluations intégrées	- Réseaux de surveillance, bases de données, données et ouvrages scientifiques existants	Nombre dans la première évaluation
H9. Indicateur de processus pour l'article 19	Nombre de régions contribuant à un ensemble de données régionales	- Réseaux de surveillance, bases de données, données et ouvrages scientifiques existants	Nombre dans la première évaluation
<b>Notes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communications au secrétariat qui complètent les rapports établis au titre de l'article 21</li> </ul>		
<b>I : article 20 (plans de mise en œuvre)</b>		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
I1. Indicateur de processus	Nombre de Parties soumettant des plans de mise en œuvre	- Rapport du secrétariat à la Conférence des Parties sur la soumission de plans de mise en œuvre	Zéro
<b>Notes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les Parties ne sont pas tenues d'élaborer un plan de mise en œuvre. Certaines Parties ont néanmoins jugé utile d'établir un plan de cette nature et de le soumettre au secrétariat.</li> </ul>		
<b>J : article 21 (établissement de rapports)</b>		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
J1. Indicateur de processus	Proportion de Parties établissant les rapports dans les délais	- Rapports établis au titre de l'article 21	Pourcentage de première soumission effectuée dans les délais
J2. Indicateur de processus	Proportion de rapports reçus dans les délais	- Rapports établis au titre de l'article 21	Pourcentage non disponible dans les premiers rapports
J3. Indicateur de processus	Proportion de Parties indiquant que l'information n'est pas disponible pour des questions spécifiques	- Rapports établis au titre de l'article 21	Pourcentage non disponible dans les premiers rapports

<b>Notes</b>	▪ Les Parties doivent faire rapport tous les deux ans.		
<b>K : article 22 (évaluation de l'efficacité)</b>		<b>Source d'information concernant l'indicateur</b>	<b>Valeur de référence pour l'indicateur</b>
K1. Indicateur de processus	Décisions et mesures prises par la Conférence des Parties en application des recommandations formulées dans l'évaluation de l'efficacité	- Rapport de surveillance de la Conférence des Parties	Zéro
<b>Notes</b>	▪ Cet article ne sera pas évalué dans la première évaluation.		

*Abréviations* : MTD/MPE, meilleures techniques disponibles et meilleures pratiques environnementales ; SIP, Programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique.

## C. Sources de données

49. Plusieurs facteurs influent sur la disponibilité de sources d'informations concernant les indicateurs et d'informations supplémentaires pertinentes et comparables d'ordre scientifique, environnemental, technique, financier et économique, sur lesquelles s'appuyer pour réaliser l'évaluation de l'efficacité.

50. En premier lieu, différents articles de la Convention sont assortis de différents calendriers d'application. Certains délais sont compris dans le premier cycle d'évaluation de l'efficacité (2017–2023), d'autres pas. De plus, même si la mesure est mise en œuvre dans les délais impartis, les preuves de son impact, et donc de son efficacité, peuvent ne pas être visibles avant quelque temps ou ne pas être directement mesurables, ce qui pose des difficultés pour en attribuer les effets. Le tableau 3 ci-dessous donne un aperçu des articles de la Convention inscrits dans le temps, avec les délais correspondants.

Tableau 3

### Calendrier de mise en œuvre de la Convention de Minamata

Date	Article	Description
2018	Art. 5, par. 2, et annexe B	Abandon définitif de la production d'acétaldéhyde dans laquelle du mercure ou des composés du mercure sont utilisés comme catalyseurs.
2020	Art. 4, par. 1, et annexe A	La production, l'importation ou l'exportation de divers produits contenant du mercure ajouté n'est plus autorisée (piles, commutateurs et relais, lampes fluorescentes compactes et tubes fluorescents linéaires, lampes d'éclairage à vapeur de mercure sous haute pression, lampes fluorescentes à cathode froide et lampes fluorescentes à électrodes externes pour affichages électroniques, cosmétiques et pesticides, biocides et antiseptiques locaux, ainsi que baromètres, hygromètres, manomètres, thermomètres et sphygmomanomètres).
	Art. 5, par. 3, et annexe B	Pour la production de chlorure de vinyle monomère, réduire d'ici à 2020 l'utilisation de mercure de 50 % par unité de production par rapport à l'année 2010.
		Pour la production de méthylate ou d'éthylate de sodium ou de potassium, réduire d'ici à 2020 les émissions et les rejets de 50 % par unité de production par rapport à 2010.
2025	Art. 5, par. 2, et annexe B	Abandon définitif de la production de chlore-alcali.
2027	Art. 5, par. 3, et annexe B	Pour la production de méthylate ou d'éthylate de sodium ou de potassium, réduire l'utilisation de mercure dans le but de la faire cesser le plus rapidement possible et au plus tard 10 ans après l'entrée en vigueur de la Convention.
2032*	Art. 3, par. 4	Les activités d'extraction primaire de mercure qui étaient menées sur le territoire d'une Partie à la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard doivent cesser 15 ans après cette date.
2020*	Art. 5, par. 5 c)	Chaque Partie doit soumettre au secrétariat, au plus tard trois ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard, des informations sur le nombre et le type des installations qui utilisent du mercure ou des composés du mercure dans des procédés inscrits à l'annexe B ainsi que sur leur consommation estimative annuelle de mercure ou de composés du mercure.
	Art. 7, par. 3 b)	Pour toute Partie qui constate que les activités d'extraction minière et de transformation artisanales et à petite échelle d'or menées sur son territoire ne sont pas négligeables, soumettre son plan d'action national au secrétariat au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard ou dans un délai de trois ans à compter de la date de la notification adressée au secrétariat, la date la plus tardive étant retenue.
	Art. 9, par. 3	Identification par chaque Partie, au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, des catégories de sources ponctuelles pertinentes.
2021*	Arts. 8, par. 3, et art. 9, par. 4	Pour chaque Partie qui élabore un plan de mise en œuvre, soumission de ce plan dans un délai de quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard.
2022*	Art. 8, par. 4	S'agissant des nouvelles sources, exiger de chaque Partie l'utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques

Date	Article	Description
		environnementales au plus tard cinq ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard.
2023*	Art. 8, par. 7	Pour chaque Partie, établir, au plus tard cinq ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard, un inventaire des émissions de sources pertinentes, et le tenir à jour par la suite.
	Art. 9, par. 6	Pour chaque Partie, établir, au plus tard cinq ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard, un inventaire des rejets des sources pertinentes, et le tenir à jour par la suite.
2027*	Art. 8, par. 5	Pour chaque Partie, mettre en œuvre des mesures de contrôle dans les installations existantes, au plus tard 10 ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard.
* Première date possible d'entrée en vigueur de la Convention pour une Partie.		

51. En deuxième lieu, plusieurs séries de données importantes produites dans le passé, ainsi que les sources d'information connexes, ne sont pas réglementées par la Convention ; par conséquent, la production de rapports similaires dans le futur n'est ni assurée ni régie par les dispositions de la Convention. Il s'agit notamment des évaluations initiales de la Convention de Minamata ainsi que du rapport global d'évaluation du mercure produit par le PNUE (2002, 2008, 2013 et 2018<sup>6</sup>**Error! Bookmark not defined.**) et du rapport du PNUE concernant l'offre, la demande et le commerce mondiaux de mercure (2006 et 2017<sup>7</sup>).

52. En troisième lieu, les diverses sources d'information n'ont pas la même fréquence de production. Les plans d'action nationaux concernant l'extraction artisanale et à petite échelle d'or doivent être soumis trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour une Partie (ou trois ans après qu'une Partie a adressé au secrétariat une notification l'informant que ses activités d'extraction artisanale et à petite échelle d'or ne sont pas négligeables) et les progrès doivent ensuite être examinés tous les trois ans. Les rapports périodiques au titre de l'article 21 doivent être établis tous les deux ans pour certaines questions spécifiques, les premiers rapports préliminaires devant être soumis à la fin de l'année 2019 et les premiers rapports intégraux, répondant à tous les critères d'établissement des rapports, à la fin de l'année 2021.

53. En dernier lieu, la disponibilité de données de surveillance scientifiques et environnementales pertinentes et comparables doit être prise en considération. Le mercure fait depuis très longtemps l'objet d'études ; toutefois, lorsqu'il s'est penché sur les données de surveillance et informations disponibles sur le mercure et ses composés, le groupe spécial d'experts techniques s'est aperçu que les données et matrices ne se prêtaient pas toutes à des comparaisons ou analyses directes au niveau mondial. Des activités de modélisation seront donc indispensables pour mieux comprendre la présence de mercure et ses tendances dans l'environnement, et pour attribuer toute modification des concentrations de mercure aux mesures prises dans le cadre de la Convention.

54. Les activités et efforts actuels de surveillance du mercure et les dispositifs de modélisation sont décrits de manière plus détaillée dans l'appendice I au rapport sur les informations techniques concernant la surveillance (UNEP/MC/COP.3/14/Add.1) et dans l'appendice III à la proposition de dispositif mondial de surveillance et de projet de mandat du groupe de surveillance. Le tableau 4 présente une liste indicative des indicateurs de surveillance par milieu environnemental, en indiquant les sources d'information utilisées. Ces indicateurs de surveillance complètent les indicateurs présentés au tableau 2.

Tableau 4

**Liste indicative des indicateurs de suivi, par milieu environnemental**

Milieu environnemental	Indicateurs	Sources d'informations
<b>1. Air</b>	M1. Mercure gazeux total/Mercure gazeux élémentaire dans l'air ambiant	Activités et réseaux de surveillance existants/élargis
	M2. Concentrations de mercure dans les précipitations	Activités et réseaux de surveillance existants/élargis
<b>2. Homme</b>	M3. Concentrations de mercure dans les cheveux (matrice primaire)	Études épidémiologiques effectuées par les Parties

Milieu environnemental	Indicateurs	Sources d'informations
	M4. Concentrations de mercure dans le sang (par défaut)	Programme de biosurveillance international et national Études longitudinales et transversales sur des cohortes de nouveau-nés
3. Biotes	M6. Concentrations de mercure dans les biotes	Réseau continental
	M7. Concentrations de mercure dans les biotes	Cadre océanique
4. Eau	M8. Concentrations de mercure dans l'eau de mer (distribution horizontale et verticale)	Activités et réseaux de surveillance existants/élargis

## D. Utilisation de modèles aux fins d'évaluation de l'efficacité

55. Les modèles permettent d'attribuer et d'intégrer les mécanismes et les observations et d'utiliser les résultats de modélisation pour établir des projections de la répartition future des sources. On peut donc dire que les modèles formalisent la compréhension scientifique des mécanismes qui affectent le comportement du mercure. Les modèles offrent un outil pour relier et extrapoler spatialement et temporellement les données de surveillance collectées mondialement dans le cadre des programmes de recherche en cours, des activités d'intervention et des données fournies pour donner une image globale de la pollution par le mercure dans le monde. De plus, un cadre de modélisation intégré est un bon outil pour travailler sur tous les milieux environnementaux, c'est-à-dire pour établir une corrélation entre les rejets de mercure dans l'air, le sol et l'eau et les concentrations de méthylmercure dans les poissons et la faune sauvage, ainsi que l'exposition des populations humaines à cette substance.

56. Les modèles peuvent aussi s'avérer utiles pour évaluer l'efficacité car ils permettent d'attribuer les modifications des concentrations de mercure aux mesures prises dans le cadre de la Convention.

57. Les modèles applicables aux différents milieux (air, homme, biote, eau et sol) n'en sont pas tous au même stade de développement et affichent des niveaux de performance variables. Ainsi, pour l'air et l'atmosphère, beaucoup de groupes de surveillance ont mis au point des outils de modélisation globaux qui permettent d'évaluer l'impact des modifications des émissions et des rejets anthropiques de mercure sur les concentrations atmosphériques globales et l'apport en mercure dans les écosystèmes terrestres et les océans. Ces modèles ont fait l'objet d'une évaluation approfondie et peuvent être appliqués pour évaluer les gradients spatiaux des concentrations et des dépôts atmosphériques de mercure, ainsi que leur évolution dans le temps. Par contre, les modèles applicables aux autres milieux tendent à être utilisés surtout à des fins de recherche.

58. Les cadres de modélisation intégrés ont pour but de relier les divers modèles utilisés pour différents milieux, fournissant ainsi un outil qui permet de corréler les émissions de mercure dans l'atmosphère et les rejets de mercure dans le sol et l'eau aux concentrations de méthylmercure présentes dans les poissons et la faune sauvage, ainsi qu'à l'exposition des populations humaines qui se nourrissent de poissons. On notera cependant qu'il est difficile d'établir un lien entre l'exposition de l'homme au mercure et les effets de cette exposition sur la santé humaine en raison de la diversité des préférences alimentaires, des modes de consommation des aliments, et de la variabilité individuelle de la toxicocinétique affectant l'absorption et l'élimination du méthylmercure.

59. En plus des modèles qui décrivent le comportement du mercure dans l'environnement et les milieux récepteurs, divers modèles et techniques quantitatives permettent de simuler les systèmes socioéconomiques pour prévoir la présence de mercure dans la société et son point d'entrée final dans l'environnement. Ainsi, les modèles peuvent servir à élaborer des scénarios de référence et envisager différentes interventions. Dans ces modèles peuvent être entrées : des données commerciales (comme par ex. la quantité de mercure présente dans les produits), la performance technique, des renseignements économiques, des données énergétiques, des informations démographiques, des spécifications de politique et des analyses institutionnelles. Les sorties de ces modèles peuvent inclure : les émissions et rejets de mercure et les paramètres socioéconomiques. D'autres types de modèles utiles pour comprendre les systèmes socioéconomiques pertinents pour le mercure comprennent l'analyse du cycle de vie du mercure, l'analyse des flux matériels, les modèles entrée-sortie et les modèles économiques.



60. La mise au point et l'évaluation de modèles intégrés s'inspire des compétences qui unissent les sciences naturelles, les sciences sociales et l'ingénierie. Les éléments d'un cadre de modélisation intégré sont rapidement mis au point par la communauté scientifique et académique et devraient bientôt être disponibles, nous permettant de mieux comprendre le cycle du mercure et ses effets. Ces modèles devraient devenir disponibles d'ici 2023 et permettront de mener des analyses utiles pour décider des interventions à effectuer.

## **E. Fonctions scientifiques et techniques**

61. Le cadre de l'évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata définit quatre fonctions scientifiques et techniques aux fins de l'évaluation, qui sont la surveillance, la synthèse, la modélisation et l'attribution (si possible), et l'intégration. Ces fonctions interviennent à différents niveaux du cadre.

62. S'agissant de la synthèse, la fonction scientifique et technique suppose la collecte et la compilation des informations des niveaux 1 et 2. Cette fonction relève du niveau 3. Elle est assurée par le secrétariat ou par son intermédiaire, avec les partenaires ou par leur entremise. En plus du rapport de surveillance mentionné ci-dessus, le cadre de l'évaluation de l'efficacité prévoit l'établissement de quatre rapports de synthèse supplémentaires, qui sont : le rapport de synthèse prévu à l'article 21 ; le rapport sur les émissions et les rejets ; le rapport sur le commerce, l'offre et la demande ; et le rapport sur les déchets.

63. S'agissant de la surveillance, la fonction scientifique et technique suppose la compilation, l'évaluation et la récapitulation des données de surveillance disponibles, conformément au dispositif mondial de surveillance prévu à l'appendice III, pour décrire l'état actuel des concentrations de mercure et leurs tendances dans l'environnement et les biotes et chez les populations vulnérables, en travaillant avec des experts spécialisés dans la modélisation, s'il y a lieu. Cette fonction est assurée par le groupe de surveillance, qui établira le rapport de surveillance au niveau 3. Le rapport de surveillance sera soumis au Comité d'évaluation de l'efficacité, qui l'examinera en vue de formuler des conclusions. Le rapport de surveillance et les travaux du groupe de surveillance seront également inclus dans un rapport d'attribution lorsque ce rapport sera établi par le sous-groupe chargé de la modélisation, au niveau 4.

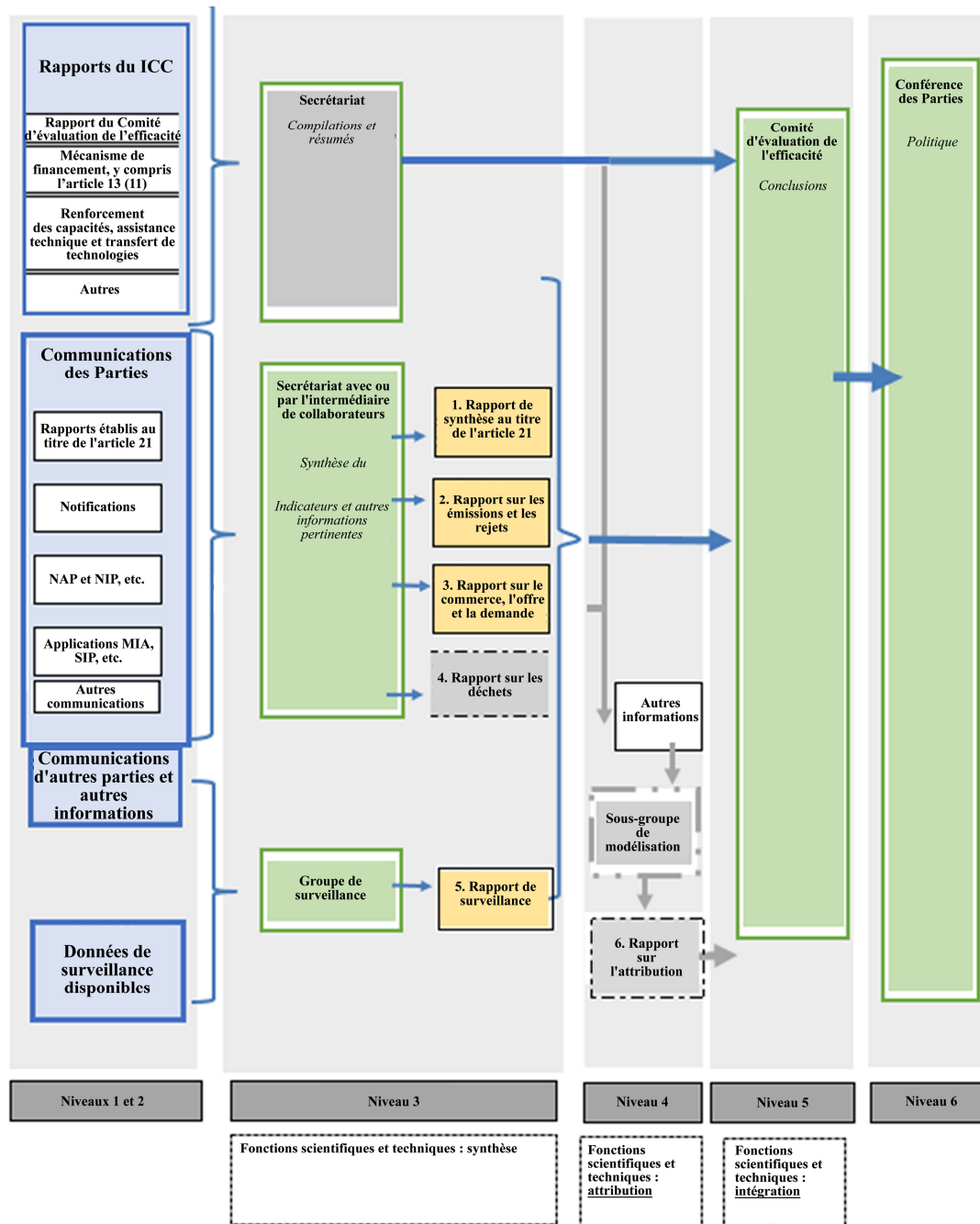
64. S'agissant de l'attribution, la fonction scientifique et technique consiste à analyser la contribution des émissions et des rejets visés par la Convention aux concentrations globales de mercure dans l'environnement, dans les biotes et chez les populations vulnérables. Cette fonction sera assurée par le sous-groupe chargé de la modélisation dont la création est prévue et se fera au niveau 4. Elle permettra d'estimer les futures concentrations de mercure afin de saisir les effets globaux des émissions et rejets de mercure, depuis les émissions passées jusqu'aux émissions et rejets projetés, dans le cadre de divers scénarios reposant sur les rapports mis à disposition au cours du processus d'évaluation de l'efficacité, ainsi que sur les informations socioéconomiques pertinentes disponibles.

65. S'agissant de l'intégration, la fonction scientifique et technique sera assurée au niveau 5 et supposera l'interprétation des informations et des connaissances recueillies, compilées et synthétisées (y compris le rapport d'attribution lorsqu'il sera disponible) afin de mettre en évidence les liens entre les mesures prises, les réductions des émissions et les concentrations de mercure, en vue d'en tirer des conclusions sur l'efficacité de la Convention. Cette fonction sera assurée par le Comité d'évaluation de l'efficacité. Le mandat du Comité se trouve à l'appendice II. En formulant ses conclusions, le Comité indiquera les domaines dans lesquels la Convention a atteint ses objectifs et les domaines dans lesquels elle ne les a pas atteints.

## **F. Arrangements institutionnels aux fins de l'évaluation de l'efficacité**

66. Pour mener à bien le processus d'évaluation de l'efficacité décrit jusqu'ici, le cadre indique les diverses entités chargées de livrer les produits prévus et recense les tâches à effectuer comme compiler, résumer et intégrer les données et les connaissances, et réaliser les analyses scientifiques et techniques nécessaires à différents niveaux. La figure 2 indique les données saisies, les résultats de l'analyse et les flux d'informations et de connaissances entre entités. Les entités identifiées sont : les Parties à la Convention, le secrétariat, les partenaires de collaboration du secrétariat (collaboration institutionnelle ou consultants), le groupe de surveillance (voir l'appendice III), le sous-groupe sur la modélisation dont la création pourrait être envisagée (voir l'appendice IV), le Comité d'évaluation de l'efficacité de la Convention (voir l'appendice II) et la Conférence des Parties.

Figure 2  
Arrangements institutionnels aux fins de l'évaluation de l'efficacité



*Abréviations :* ICC, Comité de mise en œuvre et du respect des obligations ; MIA, évaluation initiale de la Convention de Minamata ; NAP, plan d'action national ; NIP, plan national de mise en œuvre ; SIP, Programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique.

## G. Secrétariat de la Convention de Minamata

67. Le secrétariat jouera un rôle dans la collecte, la compilation, le résumé et la synthèse des données disponibles. Le secrétariat est déjà chargé par la Convention d'être le mécanisme par l'intermédiaire duquel les Parties soumettent leurs rapports en application de l'article 21, qui feront référence aux rapports d'activité relatifs aux plans d'action nationaux soumis en application de l'article 7, aux inventaires établis au titre des articles 8 et 9 et aux plans de mise en œuvre soumis volontairement au titre de l'article 20. Le secrétariat peut, au besoin, être aidé par des partenaires de collaboration et des experts pour passer en revue la littérature pertinente, produire des séries de données à analyser de manière plus poussée, ou organiser des réunions de synthèse et d'examen par des pairs.

68. En s'inspirant de l'expérience du PNUE, habitué à collaborer avec des experts pour produire des rapports scientifiques et techniques, le secrétariat de la Convention de Minamata facilitera la production de rapports de synthèse qui pourront être fournis en s'appuyant sur la collaboration institutionnelle ou des experts consultants<sup>13</sup>. On notera, à ce propos, que le Service Produits chimiques et santé du PNUE a dirigé et facilité la production du rapport *Évaluation mondiale du mercure 2018*, du rapport de 2017 intitulé *Global Mercury Supply, Trade and Demand* et le rapport de 2018 *Évaluation mondiale des déchets de mercure*, ainsi qu'à la production d'éditions antérieures de certains de ces rapports.

69. Le secrétariat se chargera également de compiler des résumés et rapports de synthèse découlant d'autres travaux demandés par la Convention, notamment des rapports du Comité de mise en œuvre et du respect des obligations au titre de l'article 15, des rapports des organes chargés de la mise en œuvre du mécanisme de financement, des rapports sur l'examen du mécanisme de financement établis en application du paragraphe 11 de l'article 13 (qui s'inspireront, entre autres, des rapports du Fonds pour l'environnement mondial et du Programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique) et des rapports sur le renforcement des capacités, l'assistance technique et le transfert de technologies au titre de l'article 14.

## H. Conférence des Parties

70. La Conférence des Parties est, au niveau 6 du cadre, chargée en dernière analyse d'évaluer l'efficacité de la Convention en se fondant sur les conclusions du Comité d'évaluation de l'efficacité. Les recommandations sur l'efficacité de la Convention relèvent pleinement du champ d'application de la Conférence des Parties, qui peut également choisir d'apporter des changements aux futurs cycles d'évaluation de l'efficacité.

## I. Échéancier et calendrier

71. Le paragraphe 1 de l'article 22 relatif à l'évaluation de l'efficacité dispose que la Conférence des Parties évalue l'efficacité de la Convention au plus tard six ans après sa date d'entrée en vigueur et ensuite périodiquement, à des dates dont elle décidera. Puisque la Convention est entrée en vigueur le 16 août 2017, le cadre établi par le groupe spécial d'experts techniques permettra de faire en sorte que les résultats du premier cycle d'évaluation soient soumis en 2023, année au cours de laquelle se tiendra la cinquième réunion de la Conférence des Parties. Ceci suppose, toutefois, que la Conférence des Parties adopte le cadre de l'évaluation à sa troisième réunion.

72. On notera que, compte tenu des cycles d'établissement des rapports convenus par la Convention, le cycle biennal prévu à l'article 21 exige que les premiers rapports succincts soient soumis en décembre 2019 et les premiers rapports établis au titre du cycle quadriennal en décembre 2021. À supposer que toutes ces informations convergent et compte tenu de la soumission périodique à la Conférence des Parties des rapports du Comité de mise en œuvre et du respect des obligations au titre de l'article 15, des rapports sur les ressources financières et le mécanisme de financement au titre de l'article 13, et des rapports sur le renforcement des capacités, l'assistance technique et le transfert de technologies au titre de l'article 14, ainsi que des données de surveillance disponibles comme suite à la mise en place du dispositif mondial de surveillance proposé à l'appendice III, il est recommandé que la date limite pour la communication de données comparables pour le premier cycle d'évaluation soit fixée à l'année 2021, date à laquelle toutes les Parties auront soumis leurs rapports nationaux succincts (2019) ainsi qu'un rapport national exhaustif (2021) d'où pourront être extraites les informations pertinentes pour le premier cycle d'évaluation de l'efficacité de la Convention.

73. La quatrième réunion de la Conférence des Parties sera convoquée en 2021 et il est proposé que le Comité d'évaluation de l'efficacité de la Convention soit créé à cette réunion. Le Comité pourrait ainsi, en 2022 et en 2023, procéder à l'examen, à l'analyse et à l'évaluation des rapports envisagés, en vue de formuler ses conclusions, pour les soumettre à la Conférence des Parties à sa cinquième réunion, prévue en 2023.

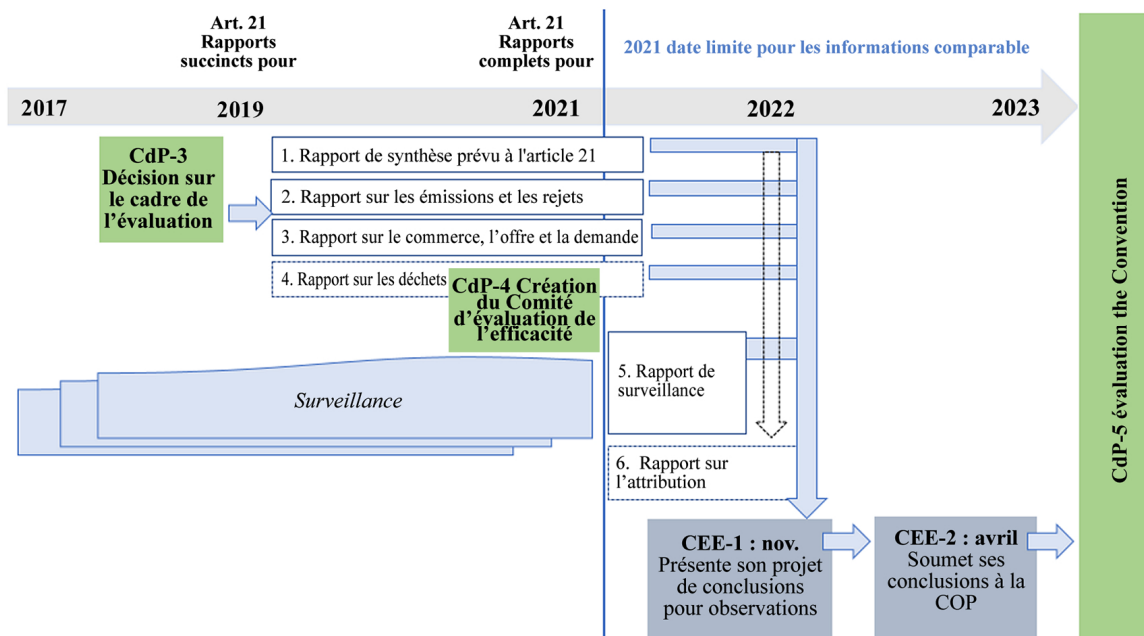
<sup>13</sup> S'agissant de la production des rapports, il a été proposé de lancer une procédure d'appel d'offres en vue d'identifier des partenaires de collaboration possibles. Cette procédure reposerait sur un appel à propositions incluant l'approche et la méthodologie requises pour la tâche identifiée, la structure nécessaire pour mener à bien cette tâche et les coûts y afférents. Toute procédure d'appel d'offres lancée par le secrétariat serait conforme aux règles et procédures d'achat en vigueur à l'Organisation des Nations Unies. Des informations complètes sur cette procédure seraient communiquées à la Conférence des Parties.

74. Il est proposé que le Comité d'évaluation de l'efficacité de la Convention se réunisse à deux reprises, tout d'abord en novembre 2022 puis en avril 2023, pour formuler ses conclusions. Il est supposé qu'à sa première réunion il produira un projet de conclusions pour observations et, à sa deuxième réunion, une version finale de ces conclusions pour présentation à la Conférence des Parties.

75. Le calendrier établi pour le premier cycle d'évaluation de l'efficacité est indiqué à la figure 3.

Figure 3

**Calendrier du premier cycle d'évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata (2017–2023)**



Abréviations : CdP = Conférence des Parties ; CEE = Comité d'évaluation de l'efficacité

76. Après le premier cycle d'évaluation de l'efficacité (2017–2023), la Conférence des Parties devra réexaminer la Convention périodiquement, à une fréquence dont elle décidera, conformément au paragraphe 1 de l'article 22. La Conférence des Parties souhaitera peut-être prendre en considération les paramètres ci-après pour déterminer la périodicité du cycle d'évaluation de l'efficacité :

- La disponibilité des rapports succinets pour les prochains cycles d'évaluation (2023, 2027 et 2031) et les rapports complets (2025, 2029 et 2033) ;
- Le calendrier des réunions de la Conférence des Parties, en 2025 (sixième réunion), 2027 (septième réunion), 2029 (huitième réunion), 2031 (neuvième réunion) et 2033 (dixième réunion) ;
- Les calendriers d'élimination fixés au titre de la Convention (voir le tableau 3) ;
- Les calendriers correspondants et les résultats attendus des processus concernant les changements climatiques et le développement durable à l'horizon 2030.

77. Par conséquent, le prochain cycle d'évaluation de l'efficacité pourrait de nouveau être de six ans (afin que les rapports puissent être soumis à la huitième réunion de la Conférence des Parties, en 2029) pour s'inscrire dans la dynamique de la Convention. Il pourrait aussi être porté à huit ans (afin que les rapports puissent être soumis à la neuvième réunion de la Conférence des Parties, en 2031) ou dix ans (afin que les rapports puissent être soumis à la dixième réunion de la Conférence des Parties, en 2033). Avec les périodes plus longues, toutefois, des facteurs externes supplémentaires devraient être pris en compte pour l'exercice de la fonction d'attribution.

#### IV. Questions à examiner de manière plus approfondie

78. Les observations sur le projet de rapport et les communications reçues durant la période ouverte aux observations (1<sup>er</sup> août–5 septembre 2019) ont permis au groupe spécial d'experts techniques de recueillir des informations et des avis auprès des Parties et d'une partie prenante, grâce auxquels il a pu achever son rapport à la Conférence des Parties sur le cadre proposé pour réaliser l'évaluation de l'efficacité de la Convention. La quasi-totalité des observations ont pu être incorporées ou prises en compte dans le rapport ; toutefois, il subsiste des domaines où les vues divergeaient. Ces domaines sont circonscrits ci-dessous pour plus ample examen par les Parties.

79. Les divergences de vues portaient sur l'opportunité d'établir un rapport sur l'attribution (dénommé « rapport d'évaluation intégré » dans le projet de rapport distribué pour observations). Certains estimaient que le rapport sur l'attribution était indispensable sur le plan scientifique pour réaliser l'évaluation de l'efficacité, tandis que d'autres considéraient que les outils et modèles nécessaires pour produire ce rapport n'avaient pas encore prouvé leur fiabilité et leur robustesse et que, par conséquent, ce rapport ne devait pas faire partie du premier cycle d'évaluation de l'efficacité, mais qu'il pourrait faire partie d'une nouvelle version affinée du cadre de l'évaluation, en vue des futurs cycles. Compte tenu de ces observations, le rapport sur l'attribution continue d'être mentionné et décrit dans le présent rapport mais, en pareil cas, il renvoie à des notes de bas de page ou bien il est surligné en gris pour indiquer qu'il existe des divergences de vues à son sujet.

80. S'agissant des indicateurs proposés, outre les observations et corrections pertinentes présentées pour les affiner, plusieurs autres points ont été soulevés les concernant.

81. Ainsi, les avis divergeaient quant à la démarche à suivre pour définir les indicateurs et en établir la liste. Le choix d'indicateurs article par article et le regroupement des articles apparentés a généralement été considéré comme une bonne manière de procéder ; toutefois, selon certains, il s'ensuivait qu'il n'y avait pas lieu d'identifier des indicateurs pour chaque article.

82. Par ailleurs, tandis que d'aucuns estimaient que seules les obligations contraignantes devaient être assorties d'indicateurs, d'autres estimaient que des indicateurs devaient accompagner aussi bien les obligations contraignantes que les dispositions facultatives.

83. Concernant l'interprétation des conclusions tirées des indicateurs, il a été suggéré de ne retenir que les indicateurs pour lesquels la corrélation était liée aux émissions et aux rejets. Tandis que certains jugeaient que la causalité et l'interprétation étaient essentielles, d'autres estimaient au contraire que, dans l'optique d'une intégration globale de l'efficacité de la Convention, il fallait impérativement tenir compte des informations provenant d'autres indicateurs.

84. Selon plusieurs observations, l'indicateur proposé pour l'article 22 (K1) devait être supprimé, ainsi qu'un certain nombre d'autres indicateurs proposés. Dans le présent rapport, l'indicateur K1 a été surligné en gris pour indiquer des divergences de vues. Le premier cycle d'évaluation donnera l'occasion de surmonter d'autres divergences de vues concernant des indicateurs particuliers.

85. Les avis étaient également partagés quant à la nécessité d'établir un rapport sur les déchets. Selon certains, un rapport sur les modes de gestion des déchets ne serait d'aucune utilité pour évaluer l'efficacité de la Convention ; les rapports envisagés sur le commerce, l'offre et la demande de mercure contiendraient des renseignements sur la réutilisation des déchets de mercure à des fins autorisées et donneraient, par conséquent, une image plus fidèle de la situation. D'où leur demande à l'effet que le rapport sur les déchets soit retiré de la liste des rapports à établir pour le premier cycle d'évaluation de l'efficacité de la Convention. D'autres, en revanche, ont estimé que le Comité d'évaluation de l'efficacité devait disposer d'informations de fond indépendantes sur les options techniques et les choix de politiques disponibles pour la gestion et le recyclage des déchets, de manière à mettre en perspective les rapports sur ces questions qui seraient établis au titre de l'article 21. Compte tenu de ces divergences de vues, il a été convenu que le rapport sur les déchets continuerait de faire partie du cadre d'évaluation proposé, mais que toute référence à ce rapport serait surlignée en gris.

86. Selon certains, la collecte de données de surveillance ne devait pas utiliser les ressources de la Convention.

87. Des divergences de vues sont également apparues concernant les matrices à utiliser pour la biosurveillance chez l'homme. Selon certains, les échantillons de sang devaient être exclusivement prélevés sur le cordon ombilical, cette méthode étant considérée comme non-invasive, afin d'évaluer l'exposition des fœtus ; selon d'autres, le sang du cordon ombilical pourrait ne pas suffire à évaluer l'exposition de l'homme, et des échantillons sanguins devraient aussi être prélevés sur des sujets adultes, ces groupes appartenant à différentes catégories de populations exposées.

88. Enfin, si le rapport indiquait que l'établissement des rapports de synthèse est facilité par le secrétariat avec le concours des partenaires de collaboration ou par leur intermédiaire, il ne donnait pas la liste des partenaires de collaboration possibles. Pour envisager la liste des partenaires possibles pour produire le rapport proposé sur les émissions et les rejets de mercure, ainsi que le rapport sur le commerce, l'offre et la demande de mercure, et le rapport sur les déchets, la Conférence des Parties pourrait juger bon de pressentir les partenaires (institutions ou consultants) qui ont travaillé avec le Service Produits chimiques et santé du PNUE à l'établissement du rapport intitulé *Évaluation mondiale du mercure 2018*<sup>6</sup>**Error! Bookmark not defined.**, du rapport de 2017 intitulé *Global Mercury: Supply, Trade and Demand*<sup>7</sup> et du rapport de 2018 *Évaluation mondiale des déchets de mercure : Examen des mesures actuellement mises en œuvre au niveau national*<sup>8</sup>.

## **Appendice I**

### **Informations techniques sur la surveillance**

*[Le texte de l'appendice I figure dans le document UNEP/MC/COP.3/14/Add.1.]*

## Appendice II

### Projet de mandat du Comité d'évaluation de l'efficacité

#### A. Mandat

1. Le Comité d'évaluation de l'efficacité (ci-après dénommé « le Comité ») s'acquitte des tâches relatives au niveau 5 de la méthode proposée pour évaluer l'efficacité de la Convention.

#### B. Composition

2. Les membres du Comité sont nommés selon le principe d'une répartition géographique équitable et en tenant compte du besoin d'assurer la parité femmes-hommes et de disposer d'une diversité de compétences.
3. Le Comité se compose de 12 experts :
  - a) Deux experts désignés par chacune des cinq régions de l'Organisation des Nations Unies, dont la nomination est confirmée par la Conférence des Parties ;
  - b) Un expert représentant les arrangements mondiaux en matière de surveillance ;
  - c) Un expert représentant le Comité de mise en œuvre et du respect des obligations<sup>14</sup>.
4. Les experts désignés par les régions, dont la nomination est confirmée par la Conférence des Parties, doivent posséder des compétences dans les domaines de l'évaluation, de l'établissement de rapports et de la mise en œuvre nationale, ou d'autres compétences utiles à l'évaluation.
5. L'expert représentant les arrangements mondiaux en matière de surveillance est choisi parmi les membres du groupe de surveillance.
6. L'expert représentant le Comité de mise en œuvre et du respect des obligations est choisi parmi les membres du Comité.
7. Les membres du Comité exercent leurs fonctions avec objectivité, utilisent leurs compétences dans la neutralité et l'impartialité, s'en tiennent aux preuves présentées au Comité et agissent au mieux des intérêts de la Convention.
8. Le mandat des membres du Comité coïncide avec le cycle d'évaluation de l'efficacité déterminé par la Conférence des Parties.
9. Si un membre se trouve dans l'incapacité de mener à terme son mandat, la région ayant désigné ce membre désigne une autre personne pour achever ce mandat.

#### C. Experts invités et observateurs

10. Le secrétariat invite, en tant qu'observateurs, deux experts de renom international spécialistes de l'évaluation, en tenant dûment compte des compétences disponibles.
11. Le Comité invite, en qualité d'observateurs, jusqu'à cinq experts de la société civile, d'organisations autochtones, d'organisations intergouvernementales, de l'industrie et du Partenariat mondial sur le mercure du PNUE. Les observateurs sont choisis de manière équilibrée parmi ces groupes en tenant compte de la parité femmes-hommes.
12. Le Comité peut autoriser d'autres observateurs à participer à ses travaux, dans la limite du raisonnable.
13. Les observateurs apportent leurs compétences techniques pour aider les membres du Comité à interpréter les informations fournies.

#### D. Bureau

14. Le Comité élit un(e) président(e) et un(e) vice-président(e) parmi ses membres.

#### E. Questions administratives et procédurales

15. Le règlement intérieur de la Conférence des Parties s'applique *mutatis mutandis* au Comité, à moins que le présent mandat n'en dispose autrement.

<sup>14</sup> Les parties grisées du présent appendice signalent des divergences de vues entre observateurs concernant l'inclusion de ces parties du texte dans l'évaluation.



16. Le Comité peut prendre les dispositions nécessaires au bon déroulement de ses travaux, conformément au présent mandat.

17. Les membres du Comité s'efforcent de parvenir à un accord par consensus, faute de quoi leurs vues sont consignées dans le rapport pertinent destiné à la Conférence des Parties.

#### **F. Secrétariat**

18. Le secrétariat fournit un appui administratif, logistique, programmatique et technique aux réunions et travaux du Comité.

#### **G. Réunions**

19. Le Comité tient des réunions en présentiel pour examiner les informations disponibles pour chacun des cycles d'évaluation et établit un rapport présentant ses conclusions à la Conférence des Parties, sous réserve de la disponibilité de fonds et des exigences du travail. La fréquence des réunions du Comité peut être modifiée si nécessaire par décision de la Conférence des Parties.

20. Les documents destinés à la Conférence des Parties doivent être achevés par le Comité au moins quatre mois avant la réunion de la Conférence des Parties.

#### **H. Langues de travail des réunions**

21. La langue de travail du Comité est l'anglais.

#### **I. Budget**

22. Les membres du Comité, les experts invités et les observateurs bénéficient de la prise en charge de leurs frais de voyage et du versement d'une indemnité journalière de subsistance, sous réserve de l'approbation de la Conférence des Parties, pour faciliter leur participation aux réunions du Comité, conformément aux règles et pratiques en vigueur à l'Organisation des Nations Unies.

## Appendice III

### Proposition d'arrangements mondiaux en matière de surveillance et projet de mandat du groupe de surveillance

#### I. Introduction

1. Le présent appendice décrit les arrangements mondiaux en matière de surveillance proposés pour étayer l'évaluation de l'efficacité de la Convention de Minamata. Ce dispositif s'appuie sur les activités de surveillance actuelles ainsi que sur les connaissances et les compétences disponibles.
2. Le présent appendice contient également le projet de mandat du groupe de surveillance chargé des tâches relatives à la surveillance des niveaux 1, 2 et 3 de la méthode à suivre pour réaliser l'évaluation de l'efficacité et établir un rapport mondial de surveillance.
3. Les principaux éléments des arrangements mondiaux en matière de surveillance proposés sont les suivants :
  - a) Des données sur le mercure provenant de programmes de surveillance de la santé des personnes et de l'environnement assurant une couverture mondiale et présentant au minimum des données de base représentatives de toutes les régions ;
  - b) Des outils pour l'harmonisation des données, notamment des modes opératoires normalisés et un document d'orientation sur la surveillance ;
  - c) Les compétences requises pour rassembler et compiler des données harmonisées qui permettent de garantir la comparabilité et la cohérence des données de surveillance du mercure sur le long terme ;
  - d) Des capacités de modélisation ;
  - e) L'établissement périodique d'un rapport mondial de surveillance sur les concentrations et tendances du mercure.
4. Des informations techniques sur la surveillance (dont une proposition portant sur trois milieux clefs) figurent dans l'appendice I au rapport du groupe spécial d'experts techniques (UNEP/MC/COP.3/14/Add.1). Des informations plus détaillées sur la surveillance, ainsi qu'un complément d'informations générales et des renseignements plus précis sur les capacités de modélisation existantes figurent dans le document UNEP/MC/COP.3/INF/15.
5. S'agissant de la disponibilité de données sur le mercure, selon une étude présentée à l'appendice I, bien qu'il existe pour cette substance l'une des plus larges séries de données collectives sur les contaminants environnementaux connus, il subsiste d'importantes lacunes, qui pourraient aisément être comblées par les Parties si elles disposaient d'un appui pour pouvoir mener à bien les activités scientifiques nécessaires et exploiter les matériaux déjà mis au point.
6. À supposer que les activités actuelles de surveillance du mercure se poursuivent de façon harmonisée et qu'elles soient complétées par des efforts visant à combler les lacunes dans la couverture géographique, les données sur les concentrations de mercure et la présence de composés du mercure dans l'air, les biotes et les populations vulnérables, des données comparables au niveau mondial devraient émerger.

#### II. Outils d'harmonisation des données

7. Par prudence, il est utile de disposer d'outils permettant d'harmoniser les données pour en assurer la comparabilité. Ces outils comprennent des modes opératoires normalisés, des orientations sur la surveillance mondiale du mercure périodiquement mises à jour à mesure que de nouvelles informations et technologies émergent, ainsi que des exercices d'interétalonnage.
8. L'élaboration d'orientations sur la surveillance mondiale du mercure est impérative pour obtenir et tenir à jour des données harmonisées et comparables sur les concentrations de mercure dans l'environnement. L'élaboration de ces orientations, prévue dans le mandat du groupe spécial d'experts techniques, est différée jusqu'à ce que la Conférence des Parties prenne une décision concernant les arrangements mondiaux en matière de surveillance, après quoi les orientations pourront être rapidement établies sur la base des matrices clefs et des connaissances disponibles. Une ébauche de ces orientations est présentée dans le document UNEP/MC/COP.3/INF/15.

### **III. Élaboration d'un rapport périodique sur la surveillance mondiale du mercure**

9. Le groupe de surveillance établit un rapport mondial sur la surveillance du mercure pour chaque cycle d'évaluation de l'efficacité.
10. L'établissement de ce rapport de surveillance fait appel à de vastes compétences, nécessaires pour compiler, évaluer et résumer les données de surveillance.
11. Le rapport de surveillance est structuré en fonction des différents milieux considérés et fait apparaître les données de surveillance et tendances des concentrations de mercure dans l'environnement, les biotes et les populations vulnérables. Si possible, des modèles sont utilisés pour projeter l'évolution des futures tendances.
12. Le premier rapport de surveillance sur l'état du mercure dans l'environnement est soumis au Comité d'évaluation de l'efficacité à sa première réunion.
13. Le groupe spécial d'experts techniques compte également utiliser les informations extraites des rapports de surveillance pour contextualiser l'information à l'aide d'un modèle à compartiments multiples capable de saisir les scénarios socioéconomiques, les niveaux de référence et les choix d'interventions possibles. Cette tâche pourrait être accomplie par un sous-groupe chargé de la modélisation.

### **IV. Projet de mandat du groupe de surveillance**

#### **A. Mandat**

14. Le groupe de surveillance (ci-après dénommé « le Groupe ») s'acquitte des tâches liées à la surveillance, définies aux niveaux 1, 2 et 3 de la méthode proposée pour réaliser l'évaluation de l'efficacité.
15. Le Groupe élabore un rapport de surveillance regroupant, analysant et synthétisant les données de surveillance du mercure pour mettre en évidence l'évolution des concentrations de mercure dans la durée et en tirer des conclusions qui sont examinées par le Comité d'évaluation de l'efficacité, lequel formule ses propres conclusions pour examen par la Conférence des Parties.
16. Le rapport de surveillance comprend un chapitre consacré à l'identification des lacunes dans les informations et les connaissances, s'il y a lieu, et propose les moyens de combler ces lacunes dans les futurs cycles d'évaluation.
17. Le Groupe élabore également un document d'orientation sur la surveillance de manière à recueillir et actualiser des informations harmonisées et comparables sur les concentrations de mercure dans l'environnement. Une ébauche de ces orientations est présentée dans le document UNEP/MC/COP.3/INF/15.
18. Le Groupe commence ses travaux immédiatement après la troisième réunion de la Conférence des Parties en vue de produire un rapport d'évaluation que le Comité d'évaluation de l'efficacité de la Convention examinera à sa première réunion, en 2022.

#### **B. Composition**

19. Les membres du Groupe sont nommés selon le principe d'une répartition géographique équitable et en tenant compte du besoin d'assurer la parité femmes-hommes et de disposer d'une diversité de compétences.
20. Chacune des cinq régions de l'Organisation des Nations Unies désigne, en qualité de membres du Groupe, deux experts spécialisés dans la surveillance et la modélisation (experts de la surveillance du mercure dans les milieux clefs, experts participant aux travaux des réseaux de surveillance du mercure, experts de la modélisation des tendances environnementales).
21. Le secrétariat invite, en qualité de membres du Groupe, deux experts de renom international possédant des compétences dans le domaine de la modélisation des tendances environnementales et des modèles à compartiments multiples.

22. Le Groupe peut inviter, pour siéger en tant qu'observateurs, jusqu'à cinq experts de la société civile, de communautés autochtones, d'organisations intergouvernementales, de centres de recherche et de milieux académiques, ainsi que du Partenariat mondial sur le mercure et des réseaux de surveillance, pour se procurer des informations actualisées, des connaissances scientifiques et d'autres compétences utiles pour aider le Groupe à produire son rapport de surveillance. Le Groupe peut en outre faire appel à des experts supplémentaires, au besoin.

23. Les compétences globales du Groupe doivent comprendre au moins une des qualifications requises ou un groupe de parties prenantes.

24. Le mandat des membres coïncide avec le cycle d'évaluation de l'efficacité déterminé par la Conférence des Parties. Par souci de continuité, la Conférence des Parties peut renouveler le mandat des membres aux fins des évaluations subséquentes. Si un membre se trouve dans l'incapacité de mener à terme son mandat, la région ou le groupe de parties prenantes ayant désigné ce membre nomme une autre personne pour achever ce mandat.

#### **C. Bureau**

25. Le Groupe élit deux coprésident(e)s pour faciliter ses travaux et ses réunions.

#### **D. Secrétariat**

26. Le secrétariat fournit un appui administratif, logistique, programmatique et technique aux réunions et travaux du Groupe.

#### **E. Réunions**

27. Le Groupe se réunit en présentiel au moins trois fois durant un cycle d'évaluation de l'efficacité afin de coordonner les activités de surveillance du mercure et de produire un rapport de surveillance sur l'état du mercure dans l'environnement à l'intention du Comité d'évaluation de l'efficacité de la Convention.

#### **F. Langues de travail**

28. La langue de travail du Groupe est l'anglais.

## Appendice IV

### Description des rapports à établir pour le Comité d'évaluation de l'efficacité

1. Le cadre de l'évaluation prévoit l'établissement de cinq à six rapports à l'intention du Comité d'évaluation de l'efficacité pour l'aider à examiner les quatre questions de politique considérées. Cinq rapports de synthèse doivent être établis selon les indications données aux niveaux 1 à 3 pour répondre aux trois questions de politique à l'étude. Le sixième rapport, portant sur l'attribution, destiné à répondre à la question de politique 4, est prévu pour le niveau 4, lorsque les informations pertinentes seront disponibles et prêtes à cette fin<sup>15</sup>.
2. Ces rapports seront produits à l'aide des informations fournies en application des alinéas a) à d) du paragraphe 3 de l'article 22 et comme présentés schématiquement à la figure 1 du présent rapport, décrivant les flux d'informations et d'analyses.

### Rapports de synthèse

3. Le contenu des cinq rapports de synthèse est décrit ci-dessous, ainsi que les tâches qui doivent être accomplies et les compétences requises :

Le rapport de synthèse prévu à l'article 21 regroupera, analysera et synthétisera les informations pertinentes fournies par les Parties au titre des articles 3, 5, 7, 8 et 9 ;

Le rapport sur les émissions et les rejets regroupera, analysera et synthétisera les informations sur les émissions et les rejets provenant de sources pertinentes, spécifiées aux articles 8 et 9, et les informations sur les mesures prises par les Parties pour contrôler les émissions et rejets de mercure, ainsi que les modifications pertinentes de ces émissions et rejets. Pour mener à bien cette tâche, les compétences requises porteront sur les inventaires d'émissions et de rejets, l'élaboration ou l'application de mesures visant à contrôler les émissions et rejets de mercure provenant des sources pertinentes, y compris les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales, et l'établissement de modèles et d'inventaires sur les tendances et la variabilité temporelles et spatiales ;

Le rapport sur le commerce, l'offre et la demande regroupera, analysera et synthétisera les informations pertinentes sur les flux de mercure et les stocks sociaux, les tendances du commerce, de l'offre et de la demande de mercure, ainsi que les cadres réglementaires et leur application. Pour mener à bien cette tâche, les compétences requises porteront sur l'analyse des échanges commerciaux, l'analyse sectorielle, l'exploitation artisanale et à petite échelle d'or, l'utilisation de mercure dans les produits et les procédés, et les changements dans cette utilisation ainsi que les techniques de remplacement ;

Le rapport sur les déchets regroupera, analysera et synthétisera les informations pertinentes sur les flux et stocks de mercure, les modes de gestion et le recyclage des déchets de mercure, les cadres réglementaires et leur application, et les lacunes. Pour mener à bien cette tâche, les compétences requises porteront sur l'analyse des liens interindustriels, les politiques et pratiques en matière de gestion des déchets, et l'ingénierie appliquée à l'élimination des déchets ;

Le rapport de surveillance est décrit à l'appendice III de la proposition d'arrangements mondiaux en matière de surveillance et de projet de mandat du Groupe de surveillance.

### Rapport sur l'attribution

4. Les rapports de synthèse et autres informations permettent d'établir un lien entre les mesures prises, les réductions d'émissions et les concentrations de mercure, en s'appuyant sur les sources de données disponibles, les techniques de modélisation et les outils analytiques inspirés des sciences naturelles et sociales. Ce lien peut être mis en évidence dans un rapport d'attribution élaboré par un sous-groupe de la modélisation. Ce sous-groupe sera composé de cinq experts possédant une expérience des techniques de modélisation à compartiments multiples, du cycle du mercure dans l'environnement et des tendances et utilisations du mercure. Ce sous-groupe pourrait travailler à distance ; toutefois, une réunion est envisagée pour rédiger le rapport sur l'attribution.

<sup>15</sup> Les parties grisées du présent appendice signalent des divergences de vues entre observateurs concernant l'inclusion de ces parties du texte dans l'évaluation.

5. On notera que la fonction d'attribution évoluera à mesure que la compréhension du cycle du mercure et les techniques de modélisation s'amélioreront avec le temps.
6. Le rapport d'attribution ainsi établi devrait comporter :
  - a) Une étude du temps écoulé entre les mesures prises et leurs résultats, observés au cours des évaluations ultérieures ;
  - b) Une étude du scénario de référence s'appuyant sur un hypothétique « scénario de l'inaction » représentant la période précédant la mise en œuvre de la Convention ;
  - c) Une évaluation des quatre questions de politique, qui pourrait aller jusqu'à une extrapolation appropriée ;
  - d) Une analyse exhaustive des interactions entre différents indicateurs en vue de dégager les synergies et arbitrages essentiels.
7. Les chapitres du rapport d'attribution pourraient porter sur :
  - a) Les synergies et les arbitrages entre indicateurs, en vue d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre ;
  - b) Les délais entre les mesures prises et leurs résultats ;
  - c) Les conclusions ;
  - d) Une annexe contenant un « tableau de bord » donnant un aperçu des progrès accomplis au regard des indicateurs inclus dans le cadre d'évaluation de l'efficacité.

---